

Chômage : les mensonges du gouvernement

P. 6-7

lutte **ouvrière**

Mons-en-Barœul
quand
un maire
de gauche
applique
son programme

P.4

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 886 - 25 mai 1985 - prix : 6 F

Liban : le piège sanglant des luttes nationalistes et religieuses



En France

Page 4 :

- **Mons-en-Barœul** : une initiative qui déplaît aux responsables à droite et ne plaît pas à gauche.
- **Le procès d'Auriol et les dessous du terrorisme tricolore.**

Page 5 :

- **PCF** : un parti fort, pour quoi faire ?
- **Besse à Renault Flins.**

Pages 6 et 7 :

- **Chômage** : les mensonges du gouvernement.
- **La lutte contre le chômage** : choisir clairement son camp.
- **Assurances** : ils assurent leurs profits.

Page 8 :

- **Océ-France** ; **Alsthom Saint-Ouen** ; **atelier SNCF d'Achères** ; **Chausson Creil** ; **BNP Barbès.**

Page 9 :

- **Clécim Saint-Chamond** ; **Hôpital-Sud Bordeaux.**

Loisirs

Pages 10 et 11 :

- **Livre** : *Le pays où rêvent les fourmis vertes* de W. Herzog.
- **Film** : *Mishima* de P. Schrader.

Fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire

Pages I à IV :

- **Le programme des 3 jours de spectacle.**
- **Le plan de la fête.**
- **300 stands à visiter.**
- **Débats et forums ; expositions scientifiques ; cinéma non-stop.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

Maroc : des prisonniers en danger de mort

Depuis le 25 avril, neuf détenus marocains, condamnés après les émeutes de janvier 1984, observent une grève de la faim. Six d'entre eux seraient dans un état grave.

Ces prisonniers, condamnés à des peines allant de quatre à douze ans de prison, demandent le statut de prisonniers politiques, le respect du droit de visite et d'information, et le droit de continuer leurs études. Déjà à l'automne dernier, ces militants avaient mené une grève de la faim pendant deux mois durant laquelle trois de leurs camarades avaient trouvé la mort. Malgré les promesses des autorités, leur situation n'ayant pas changé, ils se sont lancés à nouveau dans ce combat désespéré.

Mais dans ce pays où, selon la publicité à l'usage des touristes français, « l'amitié serait reine », la dictature d'Hassan II se

moque bien de la vie des jeunes qui ont osé manifester contre la misère et la répression.

« Le Maroc, terre d'accueil »

Un militant syndicaliste marocain, en France depuis 15 ans et militant à l'Association des travailleurs marocains en France, s'est vu retirer son passeport par les autorités marocaines, alors qu'il était rentré au pays pour rendre visite à sa mère malade. Mohammed Naciri est entre les mains de la police marocaine depuis le 7 mars, sa femme et ses enfants l'attendent à Dijon. Ce n'est pas un cas isolé. L'Association des travailleurs marocains en

France recense une vingtaine de cas de suspension de passeport par les autorités marocaines. C'est une vieille pratique du régime marocain, pour bloquer les militants de gauche lors de leur retour au pays, ou pour les dégoûter d'y revenir.

Le régime marocain organisait des élections il y a un peu plus de six mois, histoire de se donner un visage un peu plus démocratique. Mais il ne faut pas aller y regarder de trop près.

Le bon apôtre

Mitterrand, à la Pentecôte, sera à Brest : à la fête avec les militaires, pour le lancement du premier sous-marin nucléaire français porteur de missiles à têtes multiples, l'*Inflexible*. Inflexible, Mitterrand entend l'être en ce qui concerne l'armement nucléaire : cinq autres sous-marins devraient être équipés

des mêmes missiles, plusieurs sous-marins devraient être rénovés. Car les petits missiles poussent vite et, de 1971 à maintenant, on en est à la 4^e génération, la reproduction de la famille nombreuse ayant déjà coûté un nombre respectable de milliards.

Mais enfin, avec ses cinq sous-marins équipés de missi-

les à têtes multiples, le gouvernement français aura les moyens de provoquer la disparition instantanée ou à court terme de 60 millions d'hommes et de femmes en terre adverse... En attendant, il s'est donné les moyens de faire les poches de 55 millions de Français.

Cartes Jeunes : vieilles recettes

Début juin, les jeunes auront droit à une nouvelle mesure du gouvernement Fabius : la carte Jeunes. Pour 50 F par an, elle permettra aux moins de 26 ans l'accès, entre autres, aux chambres de résidence universitaire pour 35 F la nuit, aux restaurants universitaires pour 15 F le repas, aux musées et théâtres parisiens avec réduc-

tion, et à prix réduits l'utilisation d'installations sportives ou culturelles diverses.

C'est ce que l'on appelle avoir une pensée cohérente : les jeunes ayant des salaires au rabais, pour des emplois de tucards, Fabius trouve normal qu'ils aient des rabais sur les prix.

C'est plus facile que de donner des emplois normaux pour des salaires décentes, et ça ne coûte pas cher à l'Etat.

Quant à savoir si cela vaudra au gouvernement la reconnaissance de l'électorat jeune, c'est une autre histoire. On peut être jeune, mal payé ou sans emploi, et avoir plus de cervelle qu'un énarque arrivé.

Les cafés sont de retour

Les cités HLM pourront bientôt avoir leur bistrot. Depuis le 14 mai en effet le Sénat a voté un amendement, sur proposition du ministre du Logement, abrogeant une loi de 1922 qui interdisait l'installation de débits de boissons au pied des HLM.

Les cités-dortoirs, comme ont été baptisées les cités HLM construites à la périphérie des grandes villes, portent bien leur nom. Que peut-on y faire d'autre, puisque la plupart du temps rien n'a été prévu pour assurer un minimum de vie collective ? On a construit des immenses cubes de béton pour loger la population la plus défavorisée, sans se donner la peine de prévoir quelques lieux de rencontre, maison de quartier, maison de jeunes ou autre. La plupart du temps il n'y a même pas de commerces et c'est toute une expédition pour aller chercher le kilo de sucre oublié au supermarché.

En interdisant les cafés au pied des HLM, les politiciens bien-pensants pensaient protéger la classe ouvrière de l'alcoolisme. C'était un raisonnement de dames patronnes-

ses : comme si c'étaient les bistrots qui créaient l'alcoolisme ! Alors aujourd'hui, pour essayer de redonner un visage un peu plus humain aux cités bétonnées, sans dépenser un sou bien sûr, le gouvernement socialiste fait du neuf... avec les recettes du siècle dernier. Quelques bistrots animeront donc peut-être un peu les grands ensembles, mais il faudra bien autre chose pour en faire des cités radieuses.

FABIUS RÉFORME L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE...



Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Liban : le piège sanglant des luttes nationalistes et religieuses

UNE fois encore, les massacres atroces au Liban sont à la Une de l'actualité. Une voiture piégée explose dans le quartier chrétien à l'heure d'affluence, tuant plus de cinquante personnes, déchiquetées par la bombe, brûlées dans les voitures qui ont pris feu, tels les enfants d'un car scolaire, écrasées sous les immeubles soufflés par l'explosion. Et pendant ce temps dans Beyrouth-ouest, les camps palestiniens de Sabra et Chatila, déjà terriblement martyrisés par l'armée israélienne, sont en butte à une destruction systématique de la part des milices chiites d'Amal qui ont fait plus de 100 morts en quelques jours.

Et le pire c'est que ce ne sont là que des épisodes de la guerre qui ravage le Liban depuis plus de dix ans.

Oui, depuis dix ans, les massacres succèdent aux massacres et ce sont les pauvres, les déshérités du Liban et les Palestiniens réfugiés qui ont payé le plus lourd tribut.

C'est contre eux que la guerre a été déclenchée en 1975, par les phalanges chrétiennes du camp Gemayel pour s'imposer au pays en brisant toute résistance populaire.

Et c'est parce que cette résistance ne se laissait pas vaincre que l'armée syrienne intervint l'année suivante contre les Palestiniens d'abord, puis contre l'extrême-droite ensuite. Alors c'est l'armée israélienne qui se chargea d'intervenir à la rescousse des phalanges chrétiennes contre les Palestiniens et envahit à son tour le pays. Bombardements, pilonnages, fusillades, c'est à ce prix que l'ordre fut rétabli à Beyrouth et pour la première fois les noms de Sabra et Chatila firent la Une de la chronique des massacres. Armée syrienne au nord, armée israélienne au sud, Force multinationale d'intervention à Beyrouth contribuèrent à instaurer une paix politicienne, artificielle, explosive dans un pays déchiré où se préparaient de futurs affrontements.

Et aujourd'hui que, grâce à l'intervention israélienne, le clan Gemayel et ses phalanges chrétiennes ont pris le pouvoir malgré leur faiblesse, les notables musulmans réclament leur part, appuyés sur les milices chiites ou druzes qu'ils ont constituées pendant la guerre civile en exploitant la combativité tant des Palestiniens que de la population pauvre. Mais pour bien montrer qu'ils sont indispensables, qu'ils sont même les seuls à pouvoir défendre jusqu'au bout les intérêts de la bourgeoisie libanaise, ils s'efforcent de briser définitivement la résistance

palestinienne en livrant une nouvelle bataille sanglante à leurs alliés d'hier, en bombardant les camps de réfugiés, en leur donnant l'assaut et en massacrant les civils avec la bénédiction intéressée de la Syrie et avec l'approbation tacite d'Israël et de tous les pays impérialistes, la France en bonne place, qui ne souhaite qu'une chose, l'ordre, la paix des cimetières, pour pouvoir reprendre tranquillement leurs affaires dans cette partie du monde.

Ce qui s'est passé au Liban depuis dix ans est une leçon, une leçon combien sanglante, pour les exploités et opprimés, pas seulement du Liban mais aussi du monde entier. Non seulement parce que les massacres perpétrés au Liban témoignent de la peur et de la haine sauvage que les pauvres, les opprimés, dès lors qu'ils n'acceptent plus leur sort avec résignation, inspirent aux possédants, à tous les possédants, quelles que soient leur religion ou leur nationalité, et à leurs Etats.

Mais surtout parce que ces massacres sont le prix extrêmement lourd que la population libanaise et palestinienne paye pour ne pas avoir su reconnaître ses vrais alliés, ceux dont tous les Etats craignent tant le soulèvement, parce qu'ils n'auraient pas la force d'y résister, les masses exploitées de tout le Moyen-Orient, quelles que soient leur nationalité ou leur religion.

Le piège du nationalisme, des divisions religieuses, des luttes de clan, des rivalités de chefs s'est refermé sur la population libanaise. Les chrétiens ont fait confiance à l'extrême-droite et aux troupes israéliennes pour les défendre et ils sont aujourd'hui victimes des haines qu'ils ont contribué à attiser. Les masses musulmanes pauvres ont fait confiance aux bourgeois druzes ou chiites qui aujourd'hui les font tantôt s'entre-déchirer pour les profits des chefs ou marcher — ensemble ou séparément — contre les Palestiniens.

Quant aux dirigeants palestiniens, ils ont toujours refusé de s'adresser aux peuples afin de préserver leur alliance avec les dirigeants des régimes en place, en sachant bien pourtant qu'à tout moment leurs alliés pouvaient se transformer en massacreurs.

C'est à cause de ces pièges que la guerre se prolonge au Liban depuis plus de dix ans avec ses massacres atroces, ses souffrances sans nom, car ce sont eux qui empêchent la grande masse des opprimés de prendre conscience de sa force immense et de s'en servir pour vaincre la petite minorité d'exploiteurs tremblante de haine mais aussi de peur.

Arlette LAGUILLER

TÉLÉS PRIVÉES

Les spectateurs n'y gagneront rien

Oui à la télé privée, au nom du principe « plus de liberté », avait dit Mitterrand. Mais quelle sera cette liberté ? Le rapport gouvernemental qui vient de définir les grandes lignes de l'opération et l'accueil qu'il a reçu des groupes capitalistes privés montrent que les téléspectateurs n'y gagneront pas des programmes plus variés et de meilleure qualité.

Le rapport préconise la mise sur pied progressive de deux réseaux nationaux supplémentaires qui s'ajouteraient aux trois chaînes existantes. Ils seraient confiés à des groupes privés s'engageant à respecter un cahier des charges. Ce cahier prévoirait notamment de réserver l'utilisation de leur fréquence durant la journée à des télévisions locales. D'autre part, les chaînes privées nationales devraient diffuser une certaine quantité d'émissions culturelles et réaliser elles-mêmes des émissions.

Comme première mesure concrète, Fabius a annoncé un cadeau fiscal. Il y a quelques jours, les avantages fiscaux des entreprises finançant des manifestations culturelles pour se faire de la publicité avaient été augmentés. Cette fois, ce sont les sociétés investissant dans le cinéma et la production d'émissions qui pourront très bientôt déduire leurs dépenses d'investissement de leur bénéfice imposable. Autrement dit, le contribuable se trouve déjà invité à payer avant même que rien ne soit encore fait.

Mais cela n'est pas assez pour les groupes privés qui louchent sur ce marché. Ils reprochent au projet de prévoir trop de contraintes en matière culturelle : tout un programme ! Mais ce n'est pas là seulement ce qui les gêne. Après tout, comme ils ne sont pas nés de la dernière pluie, ils savent qu'on peut toujours

s'accommoder d'un cahier des charges quand l'Etat est complice. Ce qui les fait hésiter, c'est surtout que les nouvelles chaînes ne seront pas immédiatement rentables. Les profits ne seront pas palpables tout de suite. Les nouvelles fréquences ne couvriront d'abord qu'une partie du territoire. Ensuite, drainer des recettes publicitaires prend du temps car, pour que les publicitaires payent, il faut d'abord qu'il y ait des spectateurs.

C'est pourquoi les affairistes du petit écran préféreraient de beaucoup, et ils le font savoir, la privatisation d'une, voire deux des trois chaînes d'Etat existantes. Là, tous les investissements ont déjà été faits avec l'argent public. Ces gens-là, qui se présentent comme des pionniers de la technique audiovisuelle regardant vers le XXI^e siècle, ont en fait l'œil fixé sur les profits de l'année prochaine.

LES CHAINES PRIVÉES ?
S'IL Y A DES PROGRAMMES NULS
ÇA N'INTERESSE PAS LES TÉLÉSPECTATEURS



On peut donc à bon droit douter que les téléspectateurs soient gagnants dans l'affaire. Ils ne sont même pas sûrs d'avoir des chaînes en plus. Quant à la variété des programmes, l'exemple des radios locales montre ce à quoi il faut s'attendre. Ces radios sur lesquelles des groupes privés ont dans beaucoup de cas mis la main, diffusent à longueur de journée les mêmes programmes réduits à une succession de disques à la mode.

Et une télé privée, comme

RTL qui est reçue dans trois des départements de l'Est de la France, vise principalement, par le biais de jeux et de concours avec prix distribués à l'antenne, à coller le téléspectateur à son poste, avec comme seul objectif de récolter l'audience maximum à tout moment. Voilà tout ce que le capitalisme décadent est capable de produire. La technique fait des miracles. Les capitalistes, eux, ne pensent qu'à faire leur beurre.

Pierre VERNANT

Une initiative qui déplaît aux responsables à droite et ne plaît pas à gauche

Les responsables politiques de la droite étaient bien sûr hostiles à ce scrutin. Pour le RPR, il n'y avait pas besoin de ces élections car, « si les leaders connus et influents des communautés existent, on peut les consulter sans faire de décorum ».

Comme quoi le chef de la tribu du RPR ne se considère pas comme un leader connu et influent, pour avoir accepté de se soumettre au « décorum » du dernier scrutin municipal.

Pour le leader de l'UDF, cette élection serait « de la politique-spectacle », « qui incite à la violence », « Toutes les actions de M. Marc Wolf sont conçues comme des provocations. A terme, ceux qui veulent provoquer des réactions provoquent

des révolutions ».

Si ce M. Francis Pelletier pouvait être prophète !

Mais du côté de la gauche, c'est l'expectative. Le maire socialiste de Ronchin, M. Leniel, déclarait à la presse que, dans sa commune, « les immigrés sont très souvent regroupés en associations et qu'il y a pour les consulter d'autres moyens que les élections. A Ronchin, compte tenu de leur petit nombre, il y a d'autres moyens d'avoir des contacts avec eux ».

Quant au PC, après que le journal *Liberté* ait pris des positions ambiguës, émis de nombreuses réserves vis-à-vis de l'initiative du maire socialiste de Mons, il a fini par le soutenir et voter pour ces élections au Conseil municipal, tout en



Les manifestants immigrés et de gauche face à ceux de Le Pen. (AFP)

déplorant la publicité tapageuse qui était faite nationalement.

C'est sans doute pour contrebalancer ce débordement d'informations que l'édition du 19 mai de *Liberté-Dimanche* n'a contenu aucune information sur Mons-en-Barœul. Alors, comme le déclare un conseiller PC au Conseil muni-

cipal : « Même si c'est une avancée de la démocratie, le droit de vote ne règlera pas le problème, car les immigrés sont confrontés aux problèmes de chômage et de niveau de vie ». « Il faut qu'ils s'unissent pour lutter avec les Français ».

Et quand *Liberté* du mardi 21 mai a écrit que le dimanche, face aux « troupes du Front National » il y avait

une « foule de personnes venue défendre spontanément le scrutin », « les démocrates très dignes serrés au coude-à-coude », on peut regretter que les « démocrates » du PCF n'aient pas, eux, jugé bon de venir apporter leur soutien : seuls quelques militants isolés ont eu le mérite et le courage de dépasser les consignes de leur parti.

Un seul acte qui vaut mieux que toutes les promesses non tenues

Depuis dimanche, les travailleurs immigrés de Mons-en-Barœul ont des conseillers municipaux. Bien sûr, ce n'est pas cela qui changera le sort de la population immigrée. Les travailleurs, immigrés ou pas, peuvent conquérir toutes les municipalités sans que leur sort change.

Mais, pour faible qu'elle soit, cette petite victoire est pourtant pleine de signification.

On dira qu'il s'agit de conseillers municipaux qui n'ont pas, juridiquement, voix délibérative. Mais tout comme des milliers d'autres. En effet, dans le système électoral actuel, tous les conseillers municipaux n'ont pas le même poids au Conseil municipal. Ils n'ont que le poids que la majorité du Conseil leur donne, c'est-à-dire bien souvent aucun.

A Mons-en-Barœul, la majorité du Conseil, si elle le veut, donnera force et vie aux opinions des trois conseillers immigrés, qui auraient ainsi plus de poids, la loi étant respectée à la lettre, que les conseillers municipaux de droite minoritaires.

Car si la bourgeoisie fait ce qu'elle veut des lois, il faut bien se rendre compte que, nous aussi, nous pouvons les appliquer à notre façon.

Le maire socialiste de Mons-en-Barœul est un militant socialiste un peu franc-tireur, nous dit la presse. Eh oui, il faut qu'il le soit ! A notre connaissance c'est le seul militant socialiste ayant une parcelle

de pouvoir, qui ait décidé de prendre au mot les dirigeants de son parti et d'appliquer lui-même le programme qu'ils n'appliquaient pas. Le Parti Socialiste avait promis de faire voter les immigrés aux élections municipales, et le gouvernement socialiste ne l'avait pas fait.

Eh bien, lui, avec les petits pouvoirs dont il disposait en tant que maire, en tant que militant socialiste appuyé par ses camarades du Conseil municipal et de la localité, il allait l'appliquer, ce programme.

Et les autres de dire que c'était prématuré, que cela provoquerait des réactions, que ce serait mal compris... Lui, il a prouvé que c'était possible et pas prématuré du tout. Quant aux réactions, elles ont eu lieu : le parti de Le Pen a appelé à manifester le jour de l'élection devant la mairie, sans doute dans le but d'intimider les immigrés et d'empêcher le vote.

Les gens de Le Pen se sont heurtés à un public de gauche aussi nombreux qu'eux, prêt à défendre, par la force s'il le fallait, la possibilité pour les immigrés d'exercer le droit qu'on venait de leur donner très légalement. Et les responsables de Le Pen ont dû replier leurs gens plus tôt que prévu, sans parvenir ni à empêcher le vote, ni à créer l'événement. Ils ont vu que l'intimidation ne marchait pas toujours et qu'il y avait, dans ce pays, encore

beaucoup de gens prêts à se battre pour les idées de fraternité et de liberté.

Il est seulement regrettable que le Parti Socialiste n'ait pas soutenu le maire de Mons. Il est regrettable que le Parti Communiste ne l'ait pas fait non plus, sous le mauvais prétexte que l'initiative était socialiste. Quand une initiative est bonne, elle doit être défendue contre ceux qui l'attaquent.

A Mons, une petite démonstration a été faite. La démonstration que bien des choses auraient pu être possibles dans ce pays si tous les militants socialistes et tous les militants communistes qui disposaient d'un peu de pouvoir, d'un peu de confiance populaire, d'une responsabilité quelconque, avaient fait comme le maire de Mons. S'ils s'étaient dit, depuis 1981 : « Les dirigeants de notre parti qui sont au gouvernement n'appliquent pas leur programme. Soit. Mais nous allons essayer de l'appliquer nous-mêmes ». Et si, chaque fois qu'une difficulté s'était présentée, ils avaient fait appel aux travailleurs, aux forces de gauche avant qu'ils soient démoralisés, bien des choses auraient changé depuis 1981.

Alors, le maire de Mons-en-Barœul, un franc-tireur ? Oui. Mais un de ces francs-tireurs qui, sans parfois le savoir, ou sans le vouloir, annoncent les révolutions.

Editorial des bulletins
d'entreprise du 20.5.1985.

Le procès d'Auriol et les dessous du terrorisme tricolore

Le procès du commando du SAC qui avait massacré l'un de ses chefs et toute sa famille en juillet 1981 a fait six condamnés et pas mal de soulagés. Car si la justice n'a pas fait de cadeau aux exécuteurs, tous condamnés à de lourdes peines de réclusion, elle ne s'est guère montrée curieuse du reste.

Certes l'avocat général a, comme l'écrivait *Le Monde*, « requis autant contre le SAC que contre les accusés eux-mêmes ». Mais ce fut surtout pour faire des effets de manches et minimiser le rôle de la police. Il y avait au SAC beaucoup de policiers à Marseille : cinquante-deux au bas mot, dont les noms ont été retrouvés dans le fichier. Mais « adhérent sans conviction », selon l'avocat général. Sans conviction, mais quand même pas tout à fait inactifs, les débats l'ont montré.

La liste des affaires rapidement évoquées au cours des trois semaines de procès est édifiante. En une seule année le SAC, outre les assassinats de quelques-uns de ses membres, évaporés dans la nature, a trempé dans une kyrielle de mauvais coups et actes criminels. Des attentats à l'époque mis faussement au compte des nationalistes corses du FLNC ; des attentats à l'explosif contre des cités de travailleurs immigrés à La Cayolle et à Bassens, affaires sur lesquelles l'instruction n'est toujours pas terminée ; l'explosion de l'imprimerie

anarchiste Encre Noire, qui fit des morts ; et diverses affaires, réelles ou inventées, concernant des poses d'écoutes clandestines dans des hôtels, un vol de documents à l'ambassade d'Egypte. Bref, le SAC des Bouches-du-Rhône ne chômait pas.

On imagine le retentissement qui aurait été donné à ces affaires par la droite et la presse, si les terroristes avaient été étrangers. Mais ils étaient bien français, bien tricolores, et au mieux avec la police. A tel point que, quand une patrouille tombe sur trois de ces gens, dont Collard, le chef du commando assassin, alors qu'il se trouve en possession d'une liste des rondes de police destinées à surveiller les banques, l'affaire est enterrée par un commissaire. Lequel niera tout, car la police des Bouches-du-Rhône, c'est la police des bouches cousues. Et comme le gouvernement socialiste est surtout soucieux de cajoler sa police, on en restera là.

Il reste qu'il est bien instructif pour la population de s'être entendu rappeler qu'il y a, en liberté et en fonction, des gens qui organisent ou couvrent des attentats contre des cités de travailleurs immigrés ou se livrent au jeu des filatures de militants syndicaux. Et que, pour se défendre contre ces gens-là, la police et la justice ne sont, au mieux, guère efficaces et parfois très tolérantes.

Pierre VERNANT

PCF

Un parti fort, pour quoi faire?

Le Comité central du PCF, réuni les 20 et 21 mai, a donc confirmé les propos de Georges Marchais publiés la semaine précédente : « *Le Parti Communiste Français est un parti de gouvernement* ».

La résolution adoptée par le Comité central rappelle même le rapport Marchais au 25^e Congrès : « *Participer au pouvoir avec d'autres forces politiques, pour contribuer à résoudre les problèmes du peuple de ce pays, à sortir de la crise et à changer de société, oui, pour cela, nous sommes et nous serons toujours disponibles* ». Mais, précise la résolution, pour cela, il faut un Parti Communiste fort, « *plus fort face aux autres courants politiques, tous favorables à la poursuite de la politique d'austérité* ».

On le voit, le PCF n'est pas à une contradiction près : il est prêt à participer au gouvernement avec d'autres forces politiques — qui toutes « *sont favorables à la poursuite de la politique d'austérité* » — afin de mener ensemble une politique anti-austérité ! C'est une question de rapport de forces, explique-t-il. Il faut que le PCF soit le plus fort, appuyé dans le pays par un vaste rassemblement populaire majoritaire (qui va des croyants aux anticaristes, aux femmes, aux jeunes, etc.) et alors il pourra imposer sa politique aux autres. C'est tout simple. Simple et impossible.

Cela fait 40 ans que le PCF, à quelques nuances près, ressasse la même rengaine et entraîne ses militants dans l'impasse de l'électorisme. Fort, électoralement, le PCF l'a été, dans le passé, bien plus qu'aujourd'hui ; cela ne l'a avancé à rien. Pour parvenir par la voie électorale, la seule qu'il reconnaît, au gouvernement, il lui faut conclure des alliances. Et c'est précisément cette politique d'alliances avec le Parti Socialiste qui lui a été défavo-

nable et a entraîné sa perte d'influence électorale.

Alors aujourd'hui le PCF peut parler de luttas, pour constater d'ailleurs qu'elles n'ont pas le niveau suffisant. Il peut parler de rassemblement à la base, de l'intérêt des travailleurs, du combat nécessaire contre la crise. Tout se ramène pour lui à un objectif : regagner de l'influence électorale. Et pour quoi faire ? Pour se retrouver, peut-être, un jour, à participer au gouvernement avec les socialistes ou d'autres forces politiques, « *tous favorables à la politique d'austérité* ».

En fait, le PCF est loin d'avoir surmonté sa propre crise, marquée par son recul électorale et sa perte d'influence. Sa sortie du gouvernement, le ton plus radical qu'il a adopté depuis la remobilisation des militants, qui va aujourd'hui jusqu'à criti-

quer la complaisance de la CGT vis-à-vis du gouvernement socialiste, tout cela ne donne guère de résultats, ni sur le plan électoral, ni sur le plan des effectifs militants.

Le PCF continue donc à essayer de reprendre en main ses troupes et, à défaut de remonter la pente, de limiter au moins les dégâts.

C'est sa seule perspective, et elle ne peut le mener bien loin. Ayant tourné le dos depuis bien longtemps à une politique révolutionnaire, il ne peut, dans le cadre du réformisme, qu'essayer de conserver sa force et son influence — et ce n'est pas facile — en attendant quelques impossibles jours meilleurs. C'est un gâchis de forces militantes, une trahison des espoirs et des illusions que son langage et son passé suscitent encore dans la classe ouvrière. C'est surtout une trahison des intérêts des travailleurs. Mais c'est la conséquence logique de son renoncement à la révolution.

A.M.

Couleuvres, pythons, boas, etc.

Oui, il y a de la discussion au PCF ! Oui, on peut y critiquer un camarade de parti, même un ministre !

Un militant vient d'en donner la preuve, un dénommé Anicet Le Pors. A l'occasion d'un débat sur les rémunérations des hauts fonctionnaires, il s'est lancé avec audace et publiquement dans la critique de l'action ministérielle passée de son parti.

Et, très sévère pour le ministre Anicet Le Pors, le

militant Anicet Le Pors, parlant des mesures qu'il avait dû « *assumer* », a dit que la « *désindexation des salaires* » avait été « *un mauvais coup à une vraie politique de rémunération* ».

Une couleuvre que le PCF avait avalée, ces mesures qu'il approuvait lorsqu'il était au gouvernement ? Non, non, disait-il à l'époque. Voilà maintenant qu'il veut nous en faire avaler deux. Non merci !

N.M.

Rocard : comment paraître plus à droite ?

Rocard se prépare pour le congrès du Parti Socialiste en octobre prochain. Il pose au novateur. « *Je crois le temps venu d'ouvrir la procédure de mise à jour* », a déclaré Rocard dans une interview à *Libération*, parue le 22 mai. Pour Rocard, « *le projet final du socialisme reste encore, pour trop de socialistes, une vision limitée à la lutte des classes. Il s'agit de détruire la bourgeoisie, c'est-à-dire la classe qui détient le capital. L'idée d'un compromis passé avec les détenteurs de capitaux reste considérée*

comme une trahison de classe ».

Alors, pour Rocard, foin de tous ces archaïsmes ! Pour lui, le socialisme, ce n'est pas une affaire de projet, ni de programme. D'ailleurs les programmes sont une « *denrée surréaliste* », selon ses propres termes. Point n'en est besoin puisqu'ils ne sont que fort rarement et fort peu appliqués. Certes, ni Mitterrand, ni ses ministres, ni même les dirigeants du PS ne se sentaient liés par les vieilles références au socialisme inscrites dans les textes

du PS. C'est une évidence. Mais ils ne s'en vantaient pas forcément. Rocard, lui, si !

En se proposant de faire rayer des textes du PS toute référence à la lutte de classes, Rocard sait bien que ce n'est pas cela qui changera grand-chose à la pratique des dirigeants du PS. Mais cela lui permet de se poser en « *réaliste* », entendez : en politicien prêt à tous les recentrages.

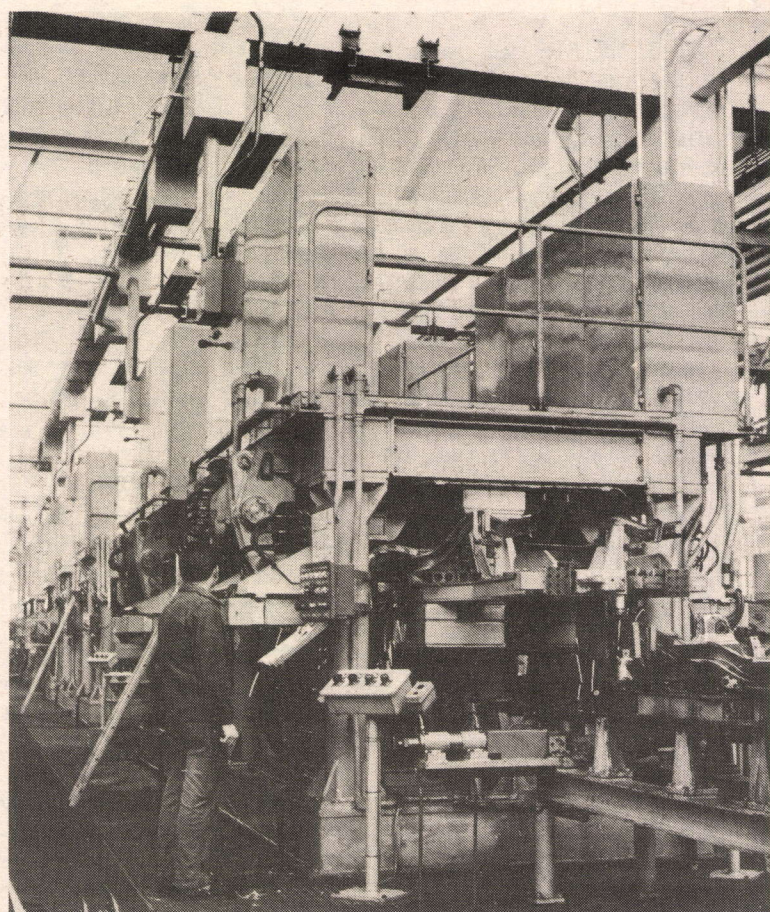
A défaut de continuité dans les idées, Rocard en a dans les méthodes. Affligé depuis ses débuts d'un certain strabisme à

droite, l'évolution de la situation politique le fait loucher de plus en plus fort.

En 1969, le « *gauchiste* » Rocard utilisait l'énergie et les illusions des militants du PSU pour se propulser au siège de député des Yvelines. En 1974, attiré par les perspectives électorales offertes par l'Union de la gauche, il rejoignait le PS. Maintenant que les chances électorales du PS sont visiblement en train de fondre, il recommence à lorgner... toujours plus à droite.

C.B.

Besse à Flins



Alors que se tenait le Comité central d'entreprise, où les patrons de la Régie traitaient des effectifs du groupe Renault, à Flins, on apprenait que Besse, le nouveau P-DG, allait venir visiter l'usine.

Si la venue de Besse n'a pas été annoncée au grand jour, il y avait certains signes qui ne pouvaient tromper personne.

Dans les ateliers, les peintures au sol ont été refaites et certains secteurs ont subi un nettoyage poussé. C'est le cas des chaînes Sellerie, où en temps ordinaire cartons et conteneurs traînent dans les allées.

C'est le mercredi 22 mai, en fin d'équipe du matin, vers 12 h 30, qu'il a fait son apparition en Sellerie : une visite éclair, où il n'était pas question de remonter les chaînes et de prendre un bain de foule.

Quelques camarades ont tout de même réussi à l'approcher. Un travailleur l'a interpellé : « *Bonjour, Monsieur Besse. Alors, il paraît que vous nous préparez des licenciements* ».

Le P-DG, avec l'air de quelqu'un à qui on donnerait le bon dieu sans confession : « *Ce n'est pas moi qui ai employé le mot licenciement, c'est la presse* ».

Après cette brève réponse, il s'engouffrait dans l'escalier avec sa suite, pressé sans doute d'en finir. Assurément, le P-DG s'est bien gardé de démentir la presse, et les travailleurs savent bien qu'il ne le fera pas.

Ils savent qu'il n'y a rien de bon à attendre de celui qui a été placé par le gouvernement à la tête de la Régie, après avoir opéré des coupes sombres dans les effectifs de Pêchney.

A propos de Doblin, adjoint de Besse, un travailleur faisait remarquer : « *Celui-là non plus ce n'est pas un hasard si on l'a à la direction. Il a aidé Fiat-Turin à réaliser des milliers de licenciements* ».

A Renault, qu'ils nous préparent des licenciements secs, ou des formules plus sournoises comme les « *stages-reconversion* », de toute façon la direction prévoit de diminuer les effectifs. Et bien des travailleurs se disent qu'on ne fera pas l'économie de la bagarre.

Pour le moment, de conseil d'administration en CCE, la direction n'ose pas annoncer clairement la couleur car elle se méfie de nos réactions. Elle ne tient pas à provoquer un conflit qui, au-delà des travailleurs de Renault, concernerait ceux de tout le pays.

Correspondant LO

Ils assurent... leurs profits

Après l'UAP, qui occupe en France le premier rang des groupes d'assurances nationalisés, le GAN (au troisième rang, lui) annonce à son tour ses résultats financiers pour l'exercice écoulé. Le bénéfice net est rond : de 383,9 millions de francs, il passe à 584,6 millions, soit une progression de 52,3 % par rapport à l'exercice précédent. Mieux que l'UAP, qui annonçait au début du mois de mai un bénéfice accru de 45 % seulement ! Les temps ne sont quand même pas trop durs pour les assureurs...

D'où sortent de telles « performances » ? De la poche des assurés. Selon les bilans officiels des compagnies, leur « redressement spectaculaire » provient d'abord de la branche Incendie Accidents et Risques Divers (IARD). C'est-à-dire surtout de toutes les assurances obligatoires ou quasi-obligatoires pour les particuliers, comme par exemple l'assurance des logements et l'assurance automobile. Le fruit de ce racket pratiqué en toute tranquillité, le voilà : le bénéfice de la branche IARD de l'UAP a progressé de 175 % atteignant 380 millions, et celui du GAN de 92 % passant de 128 à 246 millions !

En ce qui concerne l'automobile, il y a deux ans, les compagnies d'assurances pleuraient misère. Le trop grand nombre de bons conducteurs, 86 % exactement, bénéficiant de bonus, leur coûtait

soi-disant la peau des fesses et n'était pas équilibré par le faible nombre de mauvais conducteurs qui payaient un malus (4 %). Et ce fut la réforme du système du bonus-malus, avec la bénédiction du gouvernement, comme de bien entendu. Le résultat, on le connaît aujourd'hui : moins de couverture et plus chère pour les assurés, plus de bénéfices pour les requins de l'assurance.

Désormais, les bons conducteurs ne sont plus une catastrophe. Au contraire, ils comptent parmi les facteurs donnés par les compagnies pour expliquer la santé florissante de leur magot ! Que bien des automobilistes évitent désormais de déclarer de nombreux dégâts matériels, afin d'éviter les pénalisations, n'entre évidemment pas dans leurs calculs. Les compagnies profitent de tout. Et en particulier des conditions de vie plus difficiles de la grande majorité des petits assurés, ce que traduit entre autres choses la baisse du kilométrage parcouru par les particuliers, c'est-à-dire la baisse de l'utilisation de la voiture.

Mais les assureurs continuent de rançonner les familles et de spéculer avec leur argent. Car les profits spéculatifs figurent en très bonne place dans les résultats des compagnies qui, à elles toutes, avaient placé sur les divers marchés financiers, à la fin de l'année 1983, quelque 350 milliards de francs !

Lucienne PLAIN

Volé mais content

Le *Canard Enchaîné*, relayé ensuite par toute la presse, a révélé l'étendue du désastre financier de la Banque Privée de Gestion Financière. Son ancien président, Gendry, vient d'être inculpé d'infraction à la législation des sociétés, d'abus de biens sociaux, d'abus de pouvoir, etc.

Multipliant ses interventions dans des affaires immobilières douteuses, qu'il s'agisse d'une tour à la Défense ou d'hôtels d'un luxe délirant à Paris, la BPGF aurait réalisé deux milliards de francs de pertes (soit 200 milliards de centimes).

La Société Générale, qui détenait une participation dans cette banque, l'a refilée en 1981 au Crédit Lyonnais. Juste à temps apparemment, puisque celui-ci est chargé d'éponger une partie des det-

tes de cette encombrante entreprise.

Le directeur général a sorti une note la semaine dernière pour nous expliquer que la part du Crédit Lyonnais là-dedans est limitée (mais limitée à combien, il ne le précise pas). Et on nous dit qu'en 1983 et 1984, l'argent nécessaire pour y faire face a été mis de côté.

Bref, il confirme tout simplement que l'argent des banques nationalisées sert à renflouer les pertes des banquiers privés et autres spéculateurs immobiliers.

Comme quoi les employés qui trouvaient le Crédit Lyonnais peu généreux ces temps-ci se mettaient le doigt dans l'œil. La direction générale, elle a carrément mis le pied dans le trou, oh pardon, dans le gouffre !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Crédit Lyonnais.

CHÔMAGE :

Les mensonges du



Selon le ministère du Travail, le nombre des chômeurs aurait diminué en avril par rapport au mois précédent, de 3 % en données brutes et de 1 % en données corrigées. Certes, le ministère admet avoir perdu, égaré 8 000 chômeurs de la région Provence-Côte-d'Azur à cause de perturbations dans le courrier. Il faudrait donc les ajouter aux 2 338 300 chômeurs recensés, et la prétendue baisse du chômage se réduirait alors à 0,6 %.

Mais enfin, le gouvernement prétend qu'il y a baisse et s'en félicite, bien que sur un an le chômage ait tout de même augmenté, toujours selon les chiffres officiels, de 4,9 %.

Pourtant, cette baisse du mois d'avril est pour le moins suspecte. En effet, le ministère reconnaît que le nombre d'offres d'emplois a augmenté moins vite (1 500 de plus) que le nombre de nouveaux demandeurs d'emploi (35 000 de plus). D'autre part, la durée moyenne du chômage s'est encore allongée en avril (9 jours de plus qu'en mars) et atteint maintenant 340 jours.

Alors, par quel mystère le gouvernement peut-il arriver tout de même à faire baisser les chiffres du chômage ?

LES STATISTIQUES MANIPULÉES

C'est tout simple : en multipliant les radiations administratives.

En avril 1985, les demandeurs d'emplois ont été radiés à tour de bras, pour défaut de pointage, non-réponse à une convocation, etc. Qu'on en juge : 135 157 radiations en un mois. Le bond est spectaculaire, puisqu'en mars 1985 on en avait radié 45 600 de moins.

En somme, plus la durée du chômage s'allonge, plus il y a de chômeurs réels, plus le rythme des radiations s'accélère et plus les statistiques s'améliorent.

Evidemment, il fallait y penser. Mais le gouvernement socialiste n'innove pas, en la matière : Barre, en son temps, avait lui aussi mené une action similaire... sur les statistiques.

DES MESURES BIDONS

Parallèlement aux radiations administratives, le gouvernement a multiplié les mesures faites pour dégonfler les statistiques, surtout chez les jeunes.

Les TUC : au mois d'avril, il y a eu 15 000 nouveaux emplois dits « d'utilité collective ». En février et mars, 40 000 chaque mois.

Les stages d'initiation à la vie professionnelle : les mairies et antennes locales placent des jeunes pour quelques semaines ou quelques mois chez un patron qui ne paie absolument rien pour eux.

Cela aboutit à ce qu'en un an le chômage des garçons de moins de 25 ans a baissé de 3,20 % et celui des filles de 2,2 %.

Par contre, pour les travailleurs déjà en activité, la tranche des 25-49 ans, le chômage a augmenté de 8,1 % pour les hommes, de 14,8 % pour les femmes.

Aujourd'hui, le ministre du Travail Delebarre insiste beaucoup pour que les syndicats concluent un accord avec le patronat, pour généraliser les congés formation-reconversion. Outre que cela pourrait, dans l'esprit du gouvernement, faire accepter plus facilement le fait d'être licencié, cela permettrait de faire disparaître des statistiques les quelque 37 000 travailleurs qui chaque mois sont licenciés pour raisons économiques.

UNE SITUATION DE PLUS EN PLUS INTOLÉRABLE

Comme tous les gouvernements, celui-ci se contente de gérer à la petite semaine l'aggravation dramatique du chômage et de ses conséquences dans les familles ouvrières.

L'important est de désamorcer, en maquillant la réalité, l'impact que pourraient avoir des chiffres trop brutaux.

Certes, il y a des préoccupations électorales dans ces calculs. Mais il n'y a pas que cela. Samedi, dans ses pages économiques, *Le Figaro*, qu'on ne peut guère soupçonner de complaisance vis-à-vis du gouvernement, rappelait qu'au-delà du débat politique entre la droite et le gouvernement il devrait s'établir un consensus entre tout ce beau monde : « N'est-il pas temps de cesser de se polariser sur les statistiques et revoir la notion même d'emploi. A l'heure de la flexibilité, du travail à temps partiel, des contrats à durée déterminée, peut-on conserver le langage de la CGT, qui refuse catégoriquement toute précarisation ? Doit-on toujours considérer qu'avoir un emploi véritable, c'est être muni d'un contrat à durée indéterminée, d'une garantie à vie en quelque sorte ? L'emploi de demain n'intégrera-t-il pas la mobilité ? »

25, 26, 27 mai
Presles (Val-d'Oise)

VIVE LA FETE

Bienvenue, en ce week-end de Pentecôte 85, les 25, 26 et 27 mai, à la fête de LUTTE OUVRIERE et de la LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE !

Pendant cette fête, amis, militants et sympathisants de nos deux organisations et de toute l'extrême-gauche révolutionnaire, nous allons nous retrouver pour trois jours, riches de distractions, d'échanges fraternels et de discussions politiques.

Bien sûr, ce sera d'abord la fête, une fête que beaucoup d'entre vous connaissent déjà, avec ses spectacles ininterrompus, sur les trois scènes comme dans les allées, avec son animation, ses cinémas, ses bals et ses divertissements variés.

Ce sera aussi la possibilité de discuter sur bien des sujets, sous le chapiteau scientifique, autour des librairies ou au Forum du livre, dans la cité politique où se dérouleront de multiples débats, des discussions, des rencontres. La présence de nombreuses organisations révolutionnaires du monde entier attestera de la per-

manence de l'internationalisme prolétarien.

Enfin, une fête où se retrouveront des hommes, des femmes, et parmi eux certainement beaucoup de jeunes, qui ont envie d'œuvrer à changer cette société et à faire que tous les moyens matériels et humains, techniques et scientifiques dont elle dispose servent à autre chose qu'à perpétuer l'exploitation et la misère, et à engendrer les crises et les guerres.

En cette période où remontent à la surface les idées xénophobes, racistes et nationalistes qui sont l'expression de la crise et de la pourriture du système capitaliste, en cette période où, en France, bourgeoisie, patronat et gouvernement, un gouvernement qui se dit « socialiste », multiplient leurs attaques contre la classe ouvrière, nous espérons que notre fête sera le rassemblement de tous ceux qui pensent qu'il faut préparer l'issue révolutionnaire, de tous ceux qui veulent balayer ce vieux monde.

Amis et camarades, bienvenue à la fête !

Trois jours de fête

Voici le programme, sous réserve de modifications, de trois jours de spectacle.

SAMEDI

GRAND PODIUM

14 h. TOP STYLE (rock mélodique).
15 h 15. PASCAL ROBIN (chansons).
16 h. IZURAN (musique berbère).
17 h. OYMAK (folklore de Turquie).
18 h. BILLY HILLS (country).

19 h 30. **MARIANNE SERGENT** (humour)

21 h. **LUTHER ALLISON**

THEATRE

14 h. SQUARE (rock).
15 h. JACQUELINE CHARTON (chansons réalistes).
16 h 15. YVES LE REST (chansons).

16 h 45. **JEAN KERGRIST** joue « le clown informatique »

18 h. GRUPPO TEATRO LABORATORIO DE VERONE (commedia dell'Arte).
19 h 30. DANIEL DUROY (chansons et sketches).
20 h 45. La troupe AQUILON joue « LES MISERABLES » d'après l'œuvre de Victor Hugo. Une tragédie musicale signée Alain BOUBLIL (textes) et Claude-Michel SCHONBERG (musique).

ANIMATION

La compagnie ODILE COUGOULE interprète « STEP IN LINE » (danse moderne).
Q'OSQO (musique des Andes).
IZURAN (musique berbère).
LES REMOULEURS DE COMPLAINTES (chansons à l'orgue de Barbarie).
Jean-Claude GOMBAULT ET SON ORCHESTRE animent la Guinguette.
GAMINODIEZE (fanfare).

DIMANCHE

GRAND PODIUM

12 h 45. KERGRIST joue « le clown Cocogema »
14 h. PAULINHO RAMOS (musique brésilienne).

15 h. **Allocutions** d'Arlette LAGUILLER et d'Alain KRIVINE

suivies du récital de **ANNE SYLVESTRE**

18 h. AGOUTI (ballet antillais).
19 h. ITRI AMELAL et YOGOURTEN (musique berbère).

20 h 30. **FRANCIS LALANNE**

THEATRE

12 h. BAROUD (rock).
13 h. BELLEVUE BANLIEUE BLUES
13 h 45. HIZAR (musique et chants de Kabylie).
15 h 45. LES POINCHEVAUX (folk).
16 h 45. GRUPPO TEATRO LABORATORIO DE VERONE (commedia dell'Arte).
18 h 15. DANIEL JUMEAU (chansons françaises).
19 h. LE CIRQUE DE L'AMOUR (présentation de masques).
20 h 15. Q'OSQO (musique des Andes).

21 h 45. **AREU = MC2 (comédie de Marc MORO et Gérard HERNANDEZ)**

ANIMATION

A la guinguette, Jean-Claude GOMBAULT et son orchestre avec, à 16 h, Laurette FABER et BLOC-NOTES (vieilles chansons françaises).
LES REMOULEURS DE COMPLAINTES AGOUTI
LES POINCHEVAUX
IZURAN
A 18 h 15 à la Cité Politique, La chorale populaire de Paris (chorale de la CGT) chantera.
A 18 h 30. THEATRE A BATIR (théâtre-cirque) joue « REVES D'AMOUR »
BALS DE NUIT
Dans la nuit de dimanche à lundi, deux bals-discothèques.

LUNDI

GRAND PODIUM

12 h 45. PAICAVI (musique des Andes).

14 h. **Francesca SOLLEVILLE**

15 h. **Allocutions** d'Arlette LAGUILLER et de Daniel BENSAID

suivies du récital de **KARIM KACEL**

17 h 15. WHOOPEE (jazz et rock).
18 h 30. KING SIZE (rock et ryth'm and blues).

THEATRE

11 h 45. CHIMES (be bop).
12 h 30. EDUCA (sketches).
13 h 45. POTJIMICO (musique brésilienne).

15 h 45. **CHRISTINE COSTA** (chansons françaises)

16 h 45. **JEAN-CLAUDE FRANÇOIS** (humour).
18 h. LES MUTANTS (rock).

ANIMATION

GRUPPO TEATRO LABORATORIO DE VERONE.
KERGRIST joue « le clown informatique »
THEATRE A BATIR (théâtre-cirque) : initiation au trapèze.
LES REMOULEURS DE COMPLAINTES
IZURAN
A la guinguette, Jean-Claude GOMBAULT et son orchestre.

LA FETE SUR LES ONDES

A l'intérieur, autour et alentour de la fête, Radio Eglantine en association avec Radio Bellovaque diffuse programmes et informations pendant les trois jours.

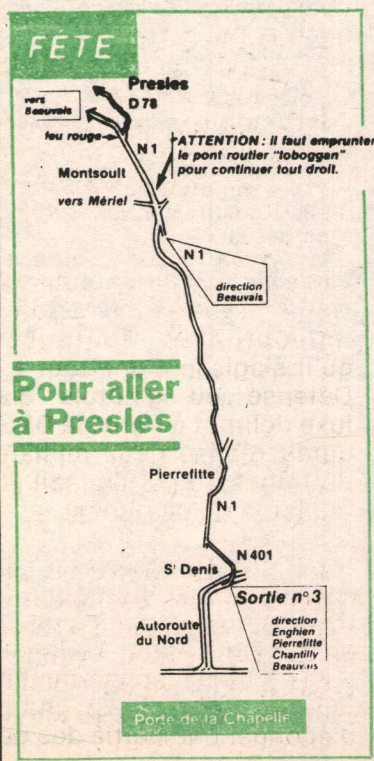
A capter sur la bande FM sur la fréquence 95,9 Mégahertz.

Soyez branchés.
A vos transistors !

Pour vous rendre à la fête

On peut, bien sûr, y venir à pied, à cheval ou à vélo... mais aussi en train, en voiture ou mieux (car les places de parking sont limitées) en autocar. En outre, c'est gratuit depuis la Porte de La Chapelle à Paris.

Voir nos renseignements détaillés en p. IV de ce spécial fête.



Place du prolétariat

1. Au pingouin gourmand (Cramif LO)
2. Le ballon de la fête (Renault LO)
3. Exposition Sécurité sociale (Paris LO)
4. La raclette de Grenoble (LCR)
5. Sécurité sociale (LCR)
- 5 bis. Accueil Franche Comté-Alsace (LO)
- 33 bis. Billodrome
34. Castelet
36. L'échelle mobile
37. Le palet breton
38. Le jardin ouvrier (repas asiatique) (Thomson Velizy LO)
39. Chocolat, churros et gambas
40. Kiosques à rire
41. Le tir la rigo
42. Le routier
43. Accueil Dijon (LO)
44. Au casse-tête
- 44 bis. Ça balance
45. Plateau de fromages auvergnats (LCR)
46. Moules-frites (Nord LCR)
47. Pizza Aioli (Marseille LO)
48. La trattoria (BNP Barbès LO)
49. Dites-le avec des brochettes (Renault LO)
50. Salades de tous les pays (Crédit Lyonnais LO)
51. La crème des fraises
52. Jus de fruits - Milk shake (Le Mans LO)
53. Croquantines (CNAV Paris 19° LO)

62. Tartes au citron
63. Crêperie (Rhône Poulenc LO)
64. Harengs de la Baltique (Seine Saint-Denis LCR)
65. Jambon du Morvan
67. Ciciriedi (gâteaux siciliens)
69. Artisanat
71. Crevettes flambées
72. Charlottes
73. A Fiumara (Corse LCR)

Place Karl Marx

66. Accueil Centre (Bourges, Orléans, Vierzon, Nevers, Limoges) LO
68. Accueil Aquitaine (LO)
70. Au canard déconfit
74. Accueil Tours, Angers, Poitiers, Chôlet (LO)
95. La fondue jurassienne
96. La tarte chaude de Rouen (LCR)
97. Je pense donc j'essuie
98. Billard électrique
99. Exposition « Huma »
100. Renseignements
101. Le jambon des Ardennes (Champagne-Ardenne LCR)
130. Boudins et saucisses du Béarn
131. Tee-shirts - Badges
132. A la belle crêpe

Place de l'Internationale

75. Accueil Le Mans (LO)
76. Brin de fantaisie, brocante (Hôpital Sainte-Anne Paris LO)
77. Mon pays, c'est le monde
78. Amiens, Creil, Beauvais (LCR)
79. Groupes Turc/Iranien (IV°)
80. Sardines grillées
86. Disques
87. Huitres et crêpes bretonnes (Rennes Brest LCR)
88. Exposition Renault Flins (LO)
89. Thé et gâteaux
90. Exposition Renault Billancourt (LO)
91. Emailage sur cuivre
92. Accueil Toulouse (LO)
93. Cassoulet
94. Le clou de la fête
- 94 bis. Le jeu de la poutre

Jazz city

81. Fast-food
- 82-83. Exposition : histoire du jazz
84. Livres, disques
85. Images du jazz

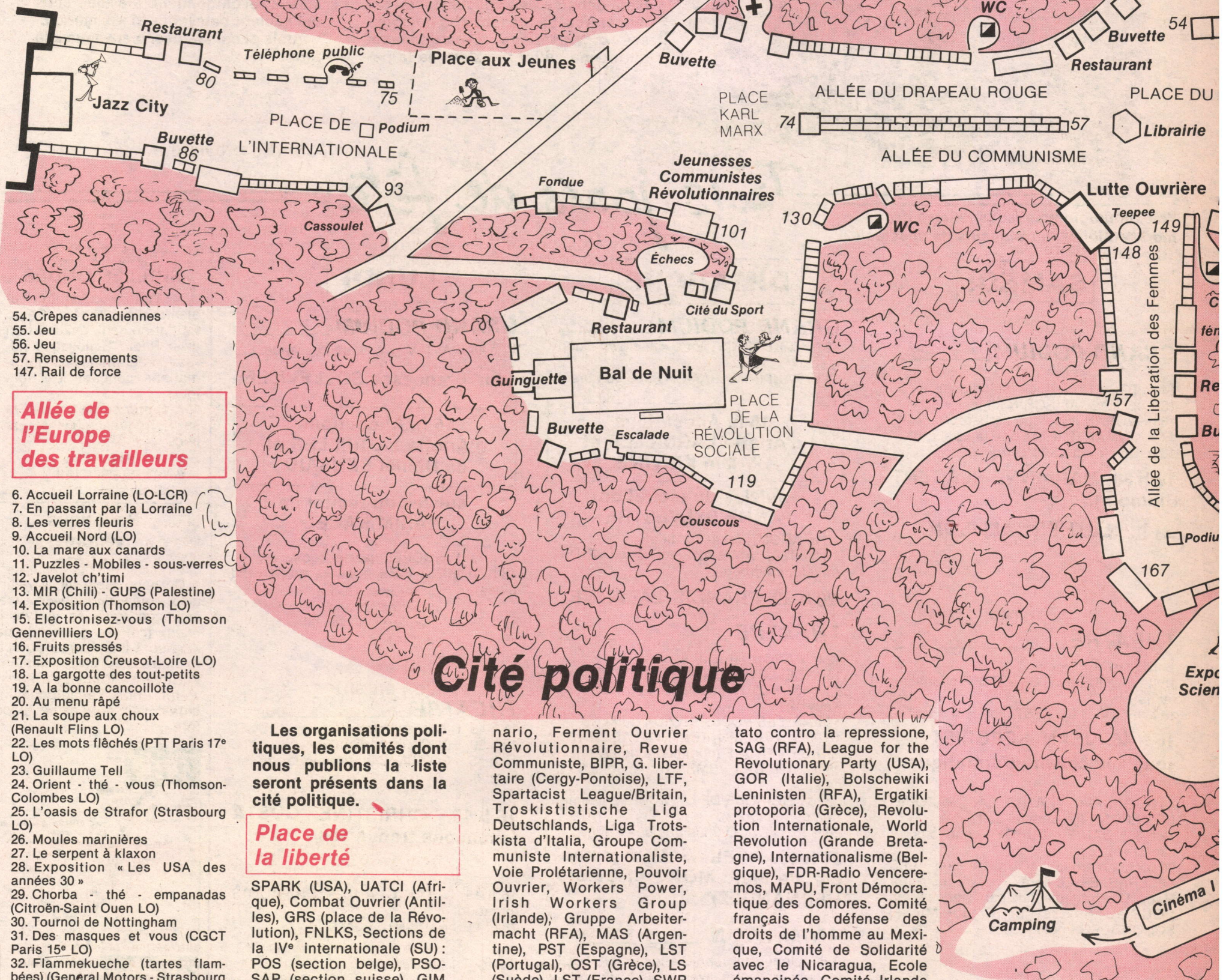
Allée de la libération des femmes

148. Teepee
149. La Dolina (spécialités d'Europe Centrale) Thomson St Denis (LO)
150. Autour du monde. General Motors-Gennevilliers (LO)
151. Tir à la carabine
152. Fraternité à la menthe
153. Chèvrement bon
154. Le Mans - Nantes - Laval (LCR)
155. Accueil Marseille Grenoble St Etienne (LO)
156. Accueil Bretagne (LO)
157. Artisanat Rouen (LO)
158. Crédit Lyonnais (LO)
159. Le poulailler
160. Jeu du B.A.C.
161. La puce rouge (Crédit Lyonnais LO)
162. Viens prendre ta raclette

- (Alcatel - Thomson Levallois LO)
163. Galettes saucisses
164. La quille de six
165. Crêperie bretonne
166. Groupe Arabe (LCR)
167. Région Midi-Pyrénées (LCR)
168. Roule ta bille
169. C'est tout un programme
170. Brochettes grecques (Air France LO)
171. Au doux débardeur
172. Aux mollets d'acier
173. Les damnés de la terre (poterie) (Reims LO)

Place Octobre 1917

174. Lutte Ouvrière PTT
175. Angers (LCR)
176. Peinture sur soie



Allée de l'Europe des travailleurs

6. Accueil Lorraine (LO-LCR)
7. En passant par la Lorraine
8. Les verres fleuris
9. Accueil Nord (LO)
10. La mare aux canards
11. Puzzles - Mobiles - sous-verres
12. Javelot ch'timi
13. MIR (Chili) - GUPS (Palestine)
14. Exposition (Thomson LO)
15. Electronisez-vous (Thomson Gennevilliers LO)
16. Fruits pressés
17. Exposition Creusot-Loire (LO)
18. La gargotte des tout-petits
19. A la bonne cancoillote
20. Au menu râpé
21. La soupe aux choux (Renault Flins LO)
22. Les mots fléchés (PTT Paris 17° LO)
23. Guillaume Tell
24. Orient - thé - vous (Thomson-Colombes LO)
25. L'oasis de Strafor (Strasbourg LO)
26. Moules marinières
27. Le serpent à klaxon
28. Exposition « Les USA des années 30 »
29. Chorba - thé - empanadas (Citroën-Saint Ouen LO)
30. Tournoi de Nottingham
31. Des masques et vous (CGCT Paris 15° LO)
32. Flammekueche (tartes flambées) (General Motors - Strasbourg LO)
33. Renseignements
35. Baby-foot géant (Peugeot-cycles Pays de Montbéliard LO)

Allée du drapeau rouge

58. Le menu de la banlieue parisienne (LCR)
59. Les poupées Bella (Perpignan)
60. Brochettes (Chausson LO)
61. Relancez-vous (VIA Assurances LO)

Les organisations politiques, les comités dont nous publions la liste seront présents dans la cité politique.

Place de la liberté

SPARK (USA), UATCI (Afrique), Combat Ouvrier (Antilles), GRS (place de la Révolution), FNLKS, Sections de la IV^e internationale (SU): POS (section belge), PSO-SAP (section suisse), GIM (section allemande), LCR (section italienne), Mouvement de la Paix (France), Association information pour les droits du peuple Kanak, PSU, PCML, FGA, Combat International, LOR de France, LOR de Pologne, Révolution Permanente (Antilles), UTCL, Combat communiste, N.L.I.-CIM (Italie), OCRIA (Algérie), OCCR, Fomento Obrero Revolucionario, Ferment Ouvrier Révolutionnaire, Revue Communiste, BIPR, G. libertaire (Cergy-Pontoise), LTF, Spartacist League/Britain, Trotskististische Liga Deutschlands, Liga Trotskista d'Italia, Groupe Communiste Internationaliste, Voie Prolétarienne, Pouvoir Ouvrier, Workers Power, Irish Workers Group (Irlande), Gruppe Arbeitermacht (RFA), MAS (Argentine), PST (Espagne), LST (Portugal), OST (Grèce), LS (Suède), LST (France), SWP (Grande-Bretagne), Socialist Workers Movement (Irlande), Socialistiche Arbeiter Gruppe (Allemagne), Lega Socialista Rivoluzionaria (Italie), Gruppo IV. Internazionale (RFA), Socialisme Mondial (Canada), Socialist Party of Great Britain, Organisation des sympathisants du Parti Communiste d'Iran à l'étranger, Comité Trotskyiste International, Socialisme et

tato contro la repressione, SAG (RFA), League for the Revolutionary Party (USA), GOR (Italie), Bolschewiki Leninisten (RFA), Ergatiki protoporia (Grèce), Revolution Internationale, World Revolution (Grande Bretagne), Internationalisme (Belgique), FDR-Radio Venceremos, MAPU, Front Démocratique des Comores. Comité français de défense des droits de l'homme au Mexique, Comité de Solidarité avec le Nicaragua, Ecole émancipée, Comité Irlande libre, Syndicat des chômeurs, Bankalement vôtre, Représentation du Komala à l'étranger, Comité des non-titulaires, Comité Sol Perou, Mouvement Anti-Apartheid, CEDETIM, Comité Salvador, Comité Grenade, Pédagogie Freinet 93, Ligue des Droits de l'Homme (Fédération du Val-d'Oise), COSECH, Union des Travailleurs de Turquie, AMF, ATMF.

Le camping est interdit dans les environs de Presles et nous ne disposons que d'un nombre très restreint d'emplacement pour camper. Amis campeurs, adressez-vous au contrôle d'entrée.

Camping

Le camping est interdit dans les environs de Presles et nous ne disposons que d'un nombre très restreint d'emplacement pour camper. Amis campeurs, adressez-vous au contrôle d'entrée.

DE LA FÊTE

- 177. Les lanciers du bocal (Roussel Uclaf - Romainville LO)
- 178. Exposition Rhône-Poulenc Vitry (LO)
- 179. Tir à l'arc (Rhône Poulenc Vitry LO)
- 180. La dernière séance
- 181. Barbe à papa (UAP LO)
- 182. Renseignements
- 183. La boule maboule
- 184. Tortillas
- 185. Palais des glaces
- 186. Thomson (LCR)
- 186 bis. Kinopanoramax (affiches cinéma)
- 187. Bowling (PTT Tri Austerlitz LO)
- 188. Commedia dell'Arte
- 189. Salades aux lardons (Hôtel Dieu Lyon LO)
- 190. Accueil Auvergne (LO)
- 191. Gougères, andouillettes : jamais les deux sans Troyes (Hôpital et Sécurité sociale Troyes LO)

- 192. Accueil 'Lyon (LO)
- 193. Le rallye de la fête
- 194. Les spécialités chiliennes (LCR - IV^e)
- 195. Trotskyistes vietnamiens en France (IV^e)
- 196. Fromage d'Auvergne
- 197. Sculpture sur savon
- 198. Charlottes
- 199. Artisanat (Lyon)

Place de la révolution sociale

- 103 bis. L'île de la Réunion
- 104. La Barbouille
- 105. Echecs et Marx
- 106. Rhône Poulenc et ses déchets (LO)
- 107. Bureau de tabac
- 108. Groupe Révolution Socialiste. Spécialités antillaises
- 109. Accueil Hérault Gard (LO)
- 110. A l'auberge du fromage blanc (CAF LO)
- 111. Lorraine (LCR)
- 112. Exposition Aéronautique (LO LCR)
- 112 bis. Mur d'escalade
- 113. Changement de tension, de bougies ; Almanach (EGF)
- 114. Boule chinoise
- 114 bis. La fresque
- 115. Hindou stand — RATP (LO)
- 116. Tir à la patate
- 117. Les petites folies de l'Ouest (Atelier SNCF Nanterre-La Folie LO)
- 118. Alstom (LCR)
- 119. Couscous

- 120. Gastéropodrome (SNCF Ville-neuve Triage) (LO)
- 121. Dijon (LCR)
- 122. Exposition SNCF (LO)
- 123. Auberge de la Taupe Rouge (PTT-LCR)
- 124. Au dragon révolutionnaire - Restaurant chinois
- 125. C'est ma boule
- 126. Les tontons frondeurs
- 127. Café turc
- 128. Strasbourg (LCR)
- 129. Réponses à tout. Ques Acquo

Allée du communisme

- 133. Casse bouteilles
- 134. Shorba. Michelin-Cholet (LO)
- 135. Accueil Normandie (LO)
- 136. O Sole Mio
- 137. Le saucisson chaud lyonnais (Région Lyonnaise LCR)
- 138. La fromagère du Berry
- 139. Jeu d'eau
- 140. Au p'tit cheminot (SNCF Limoges LO)
- 141. Casse tête
- 142. La ficelle picarde (Amiens LO)
- 143. Escargots
- 144. Renault (LCR)
- 145. Salades cambodgiennes (CEPEM Orléans LO)
- 146. Maquereaux au poivre

Carte d'entrée

La carte d'entrée est valable pour les trois jours. Présentez cette carte aux camarades chargés du contrôle, sans détacher vous-même aucun des volets de cette carte... et conservez bien le reste de cette carte qui vous permettra d'entrer à la fête le lendemain.

A l'entrée de la fête, vous pourrez vous procurer pour 40 F une carte valable pour les trois jours.

Au stand « Echecs et Marx »

Mme Michèle Merlini, ancienne championne de France, Maître national, organisera un tournoi d'échecs en simultané dimanche après-midi. Sello, Maître international du jeu, animera et jouera également dimanche.

Sortie provisoire

On peut sortir provisoirement de la fête et y revenir, à condition de se faire tamponner le poignet, comme on fait dans les bals traditionnels. Au retour, vous présentez le tampon en même temps que votre carte.

Attention : cette marque de tampon dont la couleur change chaque jour ne permet de rentrer que le jour même.

Nous demandons à tous nos amis qui se promèneront à la fête de veiller à ne rien faire qui puisse gêner les relations de bon voisinage avec la population de Presles et, en particulier, de respecter les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner, les « bateaux » devant les portes cochères. Merci.

Infirmierie

Vous trouverez à la fête des secouristes, des infirmières et des médecins compétents. Si vous avez besoin de leurs services, n'hésitez pas à faire appel à eux.

Un poste de la Croix-Rouge, près de l'entrée, peut répondre à tous les problèmes qui pourraient se poser.

IMPORTANT : SI VOUS ASSISTEZ A UN ACCIDENT, OU SI UNE PERSONNE SE TROUVE MAL DEVANT VOUS, AVERTISSEZ IMMEDIATEMENT LES MEMBRES DU SERVICE D'ORDRE LES PLUS PROCHES (ils sont reconnaissables à leur brassard) OU DIRECTEMENT LES SECOURISTES, SI VOUS ETES A LEUR PORTEE.

Si vous perdez quelqu'un

Vous trouverez près du stand « direction de la fête » un panneau « lieu de rendez-vous » où vous pourrez soit vous retrouver, soit laisser un message.

... et s'il s'agit d'un enfant

Adressez-vous aux stands « renseignements » mais, si nous l'avons retrouvé, il sera à la crèche s'il paraît moins de trois ans, ou bien à la « Place aux Jeunes » s'il en a plus.

Pour les petits, Place aux jeunes et la crèche

Pour les plus jeunes, nous avons prévu des espaces particuliers.

La « Place aux Jeunes », c'est le nom de l'emplacement que nous avons spécialement aménagé pour les enfants. On y trouve tout ce que l'on peut désirer afin que ce soit, pour eux aussi, la fête : des activités, des jeux, des promenades dans les sous-bois, des animations.

Pour les plus petits, il y a une crèche. Les parents qui le souhaitent pourront y laisser leur bébé pendant quelques

heures (quatre heures consécutives maximum) afin de se promener dans la fête. Nous leur demandons toutefois de passer de temps en temps à la crèche, surtout au moment des repas de leur nourrisson.

Bien entendu la « Place aux Jeunes » et la crèche sont totalement gratuites.

N.B. — Comme pour la crèche, en confiant vos enfants à la garderie, vous devez préciser l'heure à laquelle vous les reprendrez (ceci pour l'organisation des promenades).

A propos des chiens

Les nombreux chiens qui galopent joyeusement au milieu d'une foule peuvent être une source de désagrément et parfois d'accident.

Leur présence se manifeste parfois de façon désagréable et malodorante sur les pelouses où l'on aime s'asseoir et s'allonger. Il est arrivé les années précédentes que certains chiens, énervés par l'agitation, mordent des enfants ou des adultes. Il nous est arrivé aussi de voir des chiens abandonnés par leur propriétaire, ou attachés à un arbre pendant des heures, ce qui est choquant pour tous ceux qui aiment les animaux.

C'est pourquoi, pour la commodité de tous et des animaux eux-mêmes, nous ne pensons pas que la présence des chiens à la fête soit souhaitable.

Ne pas jeter les bouteilles vides

Nous vous demandons de ne pas les abandonner sur les pelouses ou dans les sous-bois, car elles risquent de créer des accidents graves.

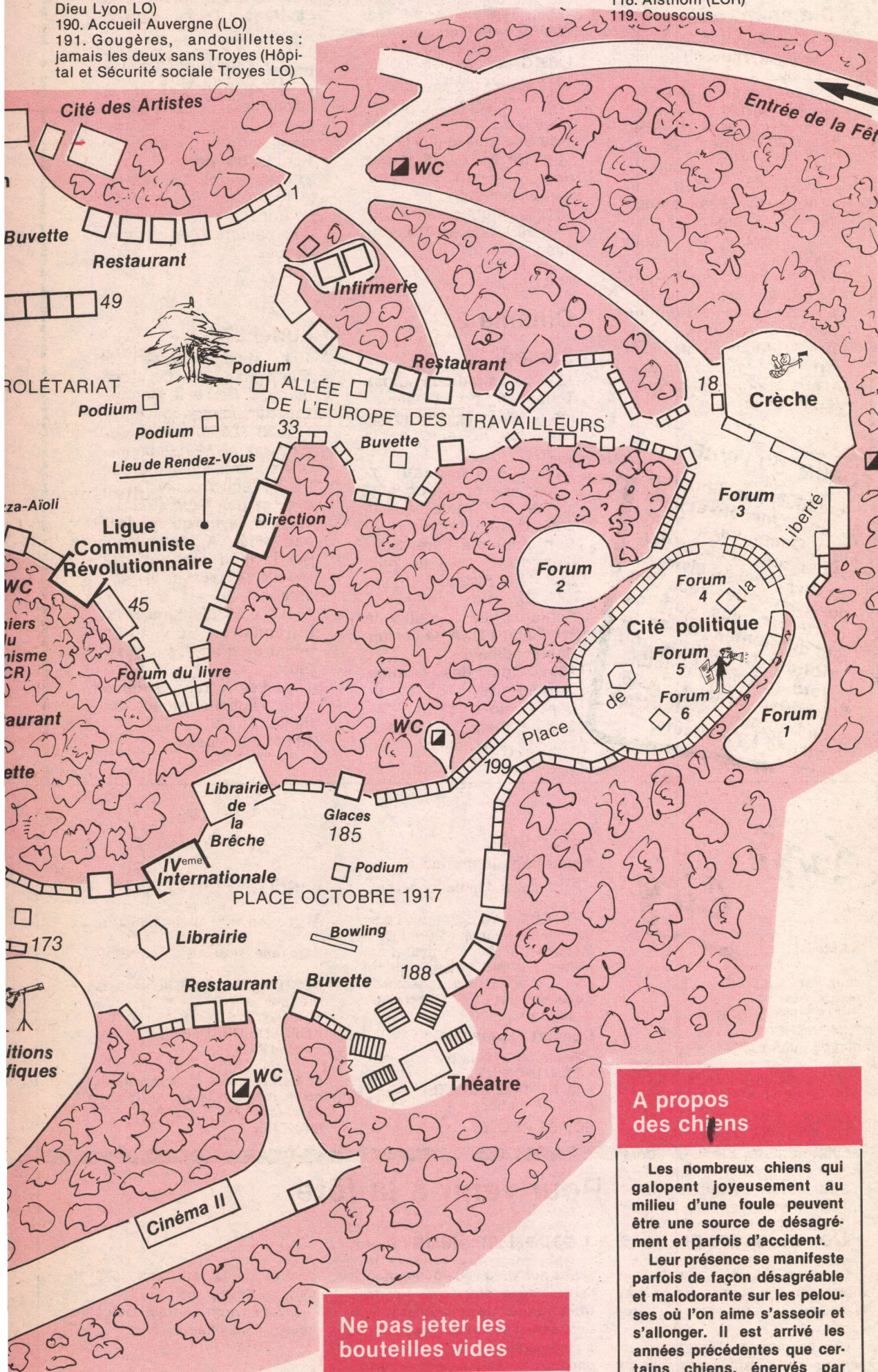
Nous vous invitons à les déposer dans les emplacements destinés à les recueillir, signalés par des panneaux (mais de ne pas les jeter dans les poubelles, c'est dangereux aussi).

Merci d'avance.

Vignettes et francs Bérégovoy

Les prix marqués à la fête sont payables en monnaie « Bérégovoy », mais aussi en vignettes (sauf le tabac).

Chaque vignette remplace avantageusement un franc ou 10 francs, selon la somme marquée.



Les débats et forums

Depuis plusieurs années, la fête est devenu l'un des points de rencontre les plus riches de l'extrême-gauche, aussi bien française qu'internationale. Elle a su faire revivre les meilleures traditions du mouvement ouvrier : le goût de la confrontation des idées dans la liberté la plus totale.

Tout est mis en œuvre pour offrir le cadre matériel qui permette à chacun et à chaque groupe d'exprimer ses idées.

de les confronter à celles des autres, à celles du public.

Il y a plusieurs aires de forums à la fête, dont certaines sous un grand chapiteau. Il suffit simplement de s'inscrire et de tenir son forum.

Pour connaître les sujets des forums, rendez-vous aux stands de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire, où un dépliant spécial vous sera remis.

Chapiteau scientifique

Sous un grand chapiteau, vous trouverez de nombreuses expositions scientifiques :

« LES HOMMES ET L'UNIVERS »

L'histoire des conceptions de l'Univers. Depuis les Babyloniens, pour qui la terre était un disque plat entouré d'un fleuve Océan, un monde dont le centre était tout naturellement situé à Babylone, jusqu'au « Big Bang » en passant par Kepler, Newton, Copernic et Galilée.

Et, la nuit venue, venez observer les anneaux de Saturne.

« LE SEXE DES NOMBRES » ou « TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LES MATHS SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER ».

Vous pourrez enfin résoudre ce problème hindou du 8^e siècle : « Un collier s'est brisé au cours d'ébats amoureux : un tiers des perles est tombé à terre, un cinquième est resté sur la couche, un sixième a été retrouvé par la jeune femme, un dixième par l'amant, six perles sont restées attachées au cordon. Dites combien de perles comptait le collier ».

« PURGATORIUS, LUCY, HABILIS ET LES AUTRES ».

Où 70 millions d'années d'histoire des primates. Vous pourrez vous essayer à la technique difficile de la taille des silex ou — mieux — observer la dextérité des spécialistes.

« DES ALGUES AUX PLANTES »

La grande histoire de l'évolution des végétaux tout au long d'un sentier verdoyant.

« LE CERVEAU »

L'évolution du cerveau et du comportement à travers l'évolution des espèces.

« SAVEZ-VOUS PARLER GAULOIS ? »

Où comment la langue française est née et s'est transformée grâce à la diversité de multiples cultures.

« L'HOMME ET L'ALIMENTATION »

- Que manger ? Comment ? Pourquoi ?
- L'histoire de l'alimentation humaine et des aliments.
- Pourquoi la faim dans le monde ?

Sans compter de nombreuses observations, des jeux, une librairie scientifique, une cafétéria pour vous relaxer et... de nombreux débats.

DEBATS

• Samedi 18 h

M. Jacques Olivier BARUCH, astronome, Cité des Sciences et de l'Industrie « La Naissance de l'Univers ».

• Dimanche 14 h

Mme Dominique BOCKELE, astronome à l'Observatoire de Meudon « La Comète de Halley ».

• Dimanche 18 h

Martine WILLAUME, Conservateur des Antiquités Historiques « Le mode de vie à l'âge du fer tel qu'on peut le reconstituer aujourd'hui ».

Des écrivains, réalisateurs de cinéma, militants, seront parmi nous pour présenter leurs ouvrages, films ou activités.

Maurice RAJSFUS, auteur de *L'an prochain, la révolution (les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne 1930-1945)*, animera un forum sur le thème : « Le Parti Communiste et l'immigration ».

Jean BERTOLINO, journaliste, écrivain, grand reporter à TF1 animera un débat sur « Guyane, Nouvelle-Calédonie, le fait colonial français ».

Didier DAENINCKX, auteur de romans de « Série Noire » dont *Meurtres pour mémoire*, qui évoque la guerre d'Algérie.

Olivia ZEMOR, auteur d'un ouvrage sur *La Mafia au-dessus de tout soupçon*.

Marco WOLF, auteur de *La bosse des maths est-elle une maladie mentale ?*

André WAKSMAN, réalisateur d'un film sur « La faim dans le monde ».

Maurice PAGAT, secrétaire général du syndicat des chômeurs, organisera un forum sur le thème : « Les chômeurs, le mouvement syndical et les organisations révolutionnaires ».

Jean-Pierre DESCHAMPS, secrétaire national adjoint du Syndicat de la Magistrature, animera un forum sur le thème : « La politique pénale et la situation dans les prisons ».

Maxime RODINSON, historien et écrivain, animera un débat sur « Les mouvements intégristes musulmans aujourd'hui ».

Jean GUIART, professeur au muséum d'Histoire Naturelle, auteur de l'ouvrage ethnologique et politique sur la Nouvelle-Calédonie « La terre est le sang des morts ».

André AVRAMESCO, mathématicien, organisera un forum sur le thème : « Peut-on comprendre les sciences et les techniques de notre temps dans le cadre marxiste ? ».

Françoise d'EAUBONNE, écrivain, auteur du récent ouvrage *Louise Michel la Canaque*, parlera de son livre.

Roger COGGIO, président de l'Association des Amis du Cinéma Populaire et **Fanny COTTENÇON** parleront du « cinéma populaire ».

Cinéma I

Samedi 25

12 h. 1789. A. Mnouchkine.
15 h. Les fourberies de Scapin. R. Coggio. Molière au cinéma.

17 h. Kanal. Ils aimaient la vie. A. Wajda. L'insurrection de Varsovie de septembre 44.

19 h. L'ombre rouge. Comolli. Staliniens et aventuriers à l'œuvre, sur fond de guerre d'Espagne.
21 h 30. Mississippi Blues. B. Tavernier.

Dimanche 26

10 h. Germinal. Y. Allegret. Une adaptation du roman de Zola.

12 h 30. Regarde, elle a les yeux ouverts. Y. Le Masson. Naissance, contraception et la lutte des femmes pour leurs droits, le procès d'Aix. Suivi d'un débat avec le réalisateur.
15 h 30. Le juge. P. Lefebvre. L'affaire du « juge Michel ».

17 h 30. Baara (Le travail). S. Cissé. Le premier film africain sur les conditions des travailleurs.

19 h 30. Atomic Café. Rafferty. Un film de montage contre la propagande militariste américaine.

FORUM DU LIVRE

En plus des librairies de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire, vous trouverez un Forum du Livre, où des camarades vous présenteront des romans sur différentes parties du monde (Amérique du Nord et Amérique latine, Europe, Afrique, Asie), des romans historiques ou liés à l'actualité.

Cinéma non-stop

21 h 30. Louise l'insoumise. C. Silveira. Une jeune fille se révolte contre le carcan familial et les préjugés religieux.
Dans la nuit de dimanche à lundi. Cinéma non stop. En plein air, sous les cèdres de la place du prolétariat.

0 h 30. Frankenstein Junior. Mel Brooks.
2 h 30. Charlot. Le pèlerin.
3 h 30. Programme Charlot, Buster Keaton, Popeye.

4 h 30. La planète sauvage. Roland Topor.

Lundi 27.

10 h. Baara (Le travail).
12 h. Liberté Belle. P. Kane. Des jeunes lycéens face à la guerre d'Algérie.
14 h. De Marx à la révolution. M. Ferro. Un documentaire historique.
15 h 30. Atomic café.
17 h 30. Louise l'insoumise.

Cinéma 2

Samedi 25

12 h. La ballade du soldat. Tchoukraï. Un classique : les jeunes Soviétiques dans les horreurs de la guerre.

14 h. Le troupeau. Y. Guney. La condition paysanne en Turquie sous la botte des militaires.

16 h. Namibie libre. Suivi d'un débat avec un militant de la Swapo.

17 h 30. Blue collar. P. Schrader. Le travail à la chaîne aux USA, la corruption syndicale.

20 h. Quai des brumes. Carné-Prévert. « T'as de beaux yeux tu sais ».

22 h. Cabaret. B. Fosse. Avec Lisa Minelli.

Dimanche 26

10 h. Situbal, ville rouge. D. Edinger. Les commissions ouvrières au Portugal en 1975. Débat avec un des réalisateurs.

11 h. Queimada. G. Pontecorvo. Avec Marlon Brando. Révolte d'esclaves et rivalités coloniales dans les Antilles en 1845.

13 h 30. Blue Collar.

15 h 30. Soleil noir. M. Van Zeld. La condition des mineurs et la bataille du PCF pour le charbon à la Libération. Débat avec le réalisateur.

17 h 30. La marée montante. La révolte des Noirs en Afrique du Sud face à l'Apartheid. Débat avec des militants du Mouvement Anti-Apartheid.

19 h. Le troupeau.

21 h 30. Butch Cassidy et le Kid. G.R. Hill. Avec R. Redford et P. Newman. Des bandits bien sympathiques.

Lundi 27

10 h. Maxime Lieben, le d'Artagnan de la Commune. C. Cerf et J. Marguerite. Suivi d'un débat.

11 h 30. Léon Sedov. M. Wichard et M. Lequenne. Une enquête sur la mort du fils de Léon Trotsky. Débat avec un des réalisateurs.

12 h 30. Devine qui ne vient pas dîner. A. Wacksman. Sur la faim dans le Tiers Monde. Débat avec le réalisateur.

14 h. Le Yiddishland révolutionnaire. Suivi d'un débat avec un des réalisateurs.

17 h. Les luttes ouvrières pour l'échelle mobile en Italie.

18 h. Le troupeau.

Jazz City

SAMEDI :

Jean-Paul MILLIER piano solo
P. KUCHESBERGER & T. MONCHENY duo de guitares

Démonstration de JAZZ DANCE par l'Etoile Sportive Champioux

INTERLUBIES sextet

DIMANCHE :

Animations le matin :

- Petit atelier d'initiation aux percussions
- « BOEUF » avec Claude Louis, batteur et animateur à Fréquence Montmartre, René Ogya (trompette), J.Paul Millier (piano), Jean-Pierre Estival (basse), P. Kuchesberger et T. Moncheny à la guitare...

Concert l'après-midi :

- Bruno MICHELLI piano solo
- PANTINCRUEL
- ACTIV JAZZ QUARTET
- ISITOP (bebop)

SOIRÉE « BLUES »

LUNDI :

Animation sur l'histoire du Jazz

Stephane SABBAN piano solo

FESTIVAL DE BEBOP avec les groupes :

- HARTLEY'S BOYS
- SERENE QUARTET
- CHIMES

et pour conclure dans la tradition de la 52^e rue (la rue du Jazz à New-York en 1940) WHOOPEE MAKERS

Pour venir à la fête

• Des autocars gratuits au départ de Paris

Le moyen le plus commode et le moins coûteux pour se rendre à la fête est d'utiliser le service d'autocars.

Une navette régulière a lieu en permanence durant la fête, avec un départ toutes les vingt minutes environ depuis la Porte de la Chapelle (et retour au même rythme depuis la fête).

Ce service commence le samedi 25 mai à 11 h 30, jusqu'à 23 heures. Il reprend le dimanche 26 mai de 8 heures jusqu'à 22 heures. La nuit du bal, de dimanche à lundi, un service réduit fonctionne avec un autocar toutes les heures. Le lundi 27 mai, le service reprend au rythme normal de 8 heures jusqu'à 18 heures (dernier départ de la Porte de la Chapelle) et jusqu'à 20 heures (derniers retours depuis la fête).

Les autocars vous déposeront à l'entrée de la fête. Ils vous permettront d'éviter les problèmes de stationnement à Presles, les marches à pied depuis la gare ou le lieu de parking (on doit se garer parfois assez loin). Et puis c'est gratuit !

• En train

Vous pouvez aussi éviter les tracas de la circulation et du stationnement, en prenant le train à la gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoult-Mafflier.

La durée du trajet est d'environ 38 minutes.

Quand vous êtes à la gare de Presles-Courcelles, vous êtes presque arrivés à la fête. La gare SNCF est en effet à 900 mètres de

l'entrée de la fête, soit 10 à 15 minutes de marche.

Il y a environ un train toutes les heures dans chaque sens.

• En voiture

Amis automobilistes, respectez scrupuleusement tous les panneaux de signalisation.

Ne stationnez pas dans les endroits interdits, devant les « bateaux », les portes de garage, afin d'éviter au maximum de gêner les habitants de Presles.

Des camarades chargés d'organiser la circulation vous donneront des indications. Respectez-les, dans l'intérêt de tous, donc du vôtre.

gouvernement

Car, au-delà des querelles politiques, tous sont bien d'accord pour faire admettre à la classe ouvrière d'avoir une paie partielle (qui est la traduction véritable d'emploi partiel).

Déjà, officiellement, 1 130 000 chômeurs ne reçoivent aucune indemnité. On veut étendre les TUC aux demandeurs d'emplois en fin de droits. Avec les emplois précaires, la mobilité, il

s'agit de faire accepter de vivre sur l'année avec la moitié, voire le quart du salaire habituel.

Là-dessus, nous sommes avertis. Les hommes du pouvoir d'hier et d'aujourd'hui sont d'accord. La seule chose qu'ils refusent tous ensemble, c'est de s'en prendre aux seuls revenus qui restent intouchables : ceux des capitalistes et des parasites de la fortune.

Paul SOREL

La lutte contre le chômage : choisir clairement son camp

Jeudi 30 mai, le Syndicat des chômeurs et la Maison des chômeurs ont pris l'initiative d'organiser une manifestation de la République à la Bastille, avec prise de parole de Maurice Pagat, secrétaire général du Syndicat des chômeurs, à 18 h., à la Bastille.

C'est la première manifestation nationale ainsi organisée pour protester contre la situation faite aux chômeurs. L'essentiel des revendications mises en avant par le Syndicat des chômeurs est développé dans une pleine page du Monde du 16 mai 1985. Certaines de ces revendications sont tout simplement des « mesures d'urgence indispensables pour protéger les plus démunis ».

Mais le Syndicat des chômeurs propose aussi un plan pour lutter contre le chômage. Il réclame « la mise en œuvre d'une politique économique et sociale qui accorde la priorité des priorités à la création d'emplois. Ce qui implique nécessairement de combattre les corporatismes et les égoïsmes et de promouvoir un partage plus juste des emplois, des revenus et des richesses de la nation. Les mutations technologiques en cours démontrent en effet qu'il n'y aura jamais assez d'emplois à plein temps pour toute la population en âge de travailler. Il faut donc réaliser une réduction programmée de la durée du travail et, dans l'immédiat, passer aux trente-cinq heures. »

Nous sommes bien d'accord qu'il faut réduire le temps de travail, le partager entre tous pour qu'il n'y ait pas d'un côté des travail-

leurs qui s'épuisent à la tâche, pendant que d'autres cherchent en vain un emploi. Ce n'est pas une des moindres aberrations de cette société que d'être incapable d'organiser la production d'une façon moins anarchique et inhumaine. Et si les progrès techniques permettent qu'il n'y ait « plus jamais assez d'emplois à plein temps », il y a tout lieu de s'en réjouir.

Car ce qui est aberrant aujourd'hui c'est que, malgré tous les progrès techniques réalisés depuis 1936, malgré l'extraordinaire augmentation de la productivité, l'horaire légal de travail n'ait diminué que d'une heure depuis cette date et que l'on en soit encore à devoir travailler 39 h. par semaine pour un salaire parfois bien minime.

Alors, oui à la réduction du temps de travail qui laisse davantage le temps de vivre, oui à la répartition du travail entre tous, s'il y a moins de travail à effectuer. Mais à une condition : c'est que les salaires ne soient pas amputés, qu'ils soient intégralement maintenus et même améliorés, car ils sont d'ores et déjà insuffisants pour l'immense majorité des travailleurs.

Mais ce n'est pas ce que propose le Syndicat des chômeurs. Il réclame bien « une compensation salariale intégrale pour les bas salaires car il ne s'agit pas de partager la misère », mais seulement « une compensation partielle pour les hauts et moyens salaires, car il faut permettre aux entreprises de financer immédiatement la création d'emplois nouveaux au profit des chômeurs ». C'est là

une idée qui n'est pas propre au Syndicat des chômeurs. Elle a été puisée dans le catalogue de certains syndicats, et en particulier de la CFDT, qui n'hésitent pas par ailleurs à faire dépendre la situation de la classe ouvrière, et des chômeurs en particulier, des bonnes affaires des patrons.

Seulement, cette politique n'a rien à voir avec l'intérêt des travailleurs en général, et des chômeurs en particulier. Il ne s'agit pas de réclamer que ce soient les travailleurs qui fassent des sacrifices pour éponger le chômage. Il n'y a aucune raison d'accepter une réduction du niveau de vie. Et tous ceux qui répandent cette idée qu'une partie de la classe ouvrière devrait consentir encore plus de sacrifices, pour permettre aux chômeurs de vivre mieux, contribuent à diviser les travailleurs, à les dresser les uns contre les autres et à affaiblir la classe ouvrière face au patronat, au moment où celle-ci a besoin de toutes ses forces pour résister aux sacrifices qu'on veut lui imposer.

Cela dit, que des chômeurs s'organisent, que des chômeurs manifestent, c'est déjà un premier pas. Reste au travers de cela à ce qu'ils prennent conscience de leur force, qu'ils prennent conscience qu'ils sont une partie intégrante de la classe ouvrière, capable de jouer un rôle dans son combat d'ensemble. L'objectif ce n'est pas de « partager », c'est au contraire de réunir toutes les forces de la classe ouvrière, dans un même combat.

P.S.



Mitterrand serrant la main d'un jeune employé dans un TUC : merci de m'aider à faire baisser les chiffres du chômage !



Les TUC se font entendre

Dans la semaine du 12 mai, une centaine de jeunes tucistes du Havre et de Honfleur (en Seine-Maritime) se sont mis en grève. Ils n'avaient en effet à cette date reçu que les 500 F de leur employeur ; quant aux 1 200 F que l'Etat devait leur verser, ils n'en avaient vu aucune trace depuis deux mois.

L'Etat argue que, le département de Seine-Maritime n'étant pas encore informatisé, il est normal qu'il y ait des retards de paiement. A la Direction départementale du travail de Rouen, les employés, qui ne sont que six pour traiter les 1000 fiches que leur envoient les utilisateurs des TUC, savent bien les raisons du retard...

Le gouvernement s'est empressé de se montrer satisfait de la mise en place des TUC, ces travaux sous-payés créés pour les jeunes chômeurs. Ceci, pour la galerie. Mais il se montre beaucoup moins pressé quand il s'agit de payer.

Alors, les tucistes ont vite appris : comme par enchantement, quelques jours après le mouvement, le chèque est arrivé !

L.V.



dans
les entreprises

Dans un des centres
de la BNP Barbès

Débrayage pour les salaires

Le Centre des Caisses et des Virements de Paris (CCVP) compte 600 personnes et un gros sujet de mécontentement : les salaires.

Augmentations générales programmées pour l'année : 4,5 %. Autant dire que cela ne suit pas, et de loin, l'augmentation des prix. Quant aux augmentations individuelles « à la tête du client » d'environ 150 F, elles tombaient généralement tous les deux ans. Mais cette année, elles sont passées quasiment inaperçues.

Aux collègues qui allaient individuellement demander des explications, les chefs de service répondaient des inep-

ties du genre : « Si nous continuons à vous augmenter régulièrement, vous finirez par avoir une paye de ministre ou d'ingénieur » ou : « C'est la crise, vous comprenez... », alors que la BNP a fait en 1984 l'un de ses bénéfices les plus élevés. De plus, certains chefs de service s'étaient vantés de pouvoir diminuer de 50 % le nombre des augmentations individuelles sans que nous ne réagissions.

Eh bien, au CCVP, ils sont tombés sur un os. Après une première réunion du personnel où nous étions 60, nous avons décidé de faire une pétition protestant contre la politique d'austérité salariale de la BNP. Cette pétition a été signée par plus de la moi-

tié du centre et c'est à une centaine que nous avons débrayé le mardi 21 mai pour aller la porter à la direction.

Cela faisait longtemps que nous ne nous étions pas retrouvés si nombreux dans un débrayage, et nous avons décidé de ne pas en rester là et de débrayer à nouveau jeudi 23 mai.

Entre le mardi et le jeudi, plusieurs employés ont rédigé un tract pour appeler leurs collègues du Centre à les rejoindre. Des affiches ont fleuri dans le hall de l'immeuble. Ainsi, dans tout Barbès, les commentaires vont bon train et les collègues des autres Centres regardent d'un bon œil notre mouvement.

Correspondant LO

□ RATP

La direction appelle les CRS à la rescousse

La situation des 1 500 nettoyeurs du métro parisien n'est pas rose, tant du point de vue des salaires que des conditions de travail. Il y a quelques années, ils avaient d'ailleurs fait plusieurs semaines de grève.

Les nettoyeurs du métro dépendant d'entreprises extérieures, la direction de la Régie espère bien pouvoir faire son mauvais coup sans remous du côté du personnel RATP.

Mais si elle s'imaginerait que l'évacuation brutale de l'autre jour est la bonne manière pour arriver à ce résultat, elle se trompe.

Correspondant LO

□ ALSTHOM - St-Ouen

Obligée de réintégrer un jeune, la direction veut licencier un autre travailleur

Il y a trois semaines, la direction de l'Alsthom à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) refusait de reprendre un jeune rentrant du service militaire, ce qui ne s'est jamais fait dans le passé. La direction invoquait les prétendues difficultés économiques de l'entreprise et le fait que 117 départs en FNE sont prévus début juin.

Les difficultés économiques n'étaient qu'un prétexte et la direction voulait saisir l'occasion pour se débarrasser de l'un d'entre nous, tout en cherchant à créer à l'usine la peur du chômage.

Les travailleurs du secteur où était le jeune avant son service ont réagi avec colère et un débrayage a été organisé sur toute l'usine, réunissant 200 travailleurs. Finalement, la direction annonçait au début de cette semaine qu'elle allait réintégrer le jeune rentrant du

service, mais sans s'engager à le remettre à son ancien poste.

Et puis, ce mercredi, retournement : la direction annonçait à un intérimaire, présent depuis deux ans dans l'usine, qu'elle se séparait de lui à la fin du mois. On apprenait que c'était pour reclasser à sa place le jeune rentrant du service militaire.

Réintégrer un camarade en renvoyant un travailleur d'un autre secteur, quel scandale ! Ce n'était évidemment pas ce que nous demandions quand nous avions réagi contre le licenciement.

Dès l'annonce du sale coup de la direction, il y a eu de nombreuses discussions et déjà un certain nombre de réactions étaient prévues avant le grand week-end devant ce coup en vache de la direction.

Correspondant LO

□ CHAUSSON - Creil

Flexibilité

A l'usine Chausson de Creil, cela fait des mois que la direction fait varier les horaires : un mois, en mars, par le jeu des heures supplémentaires, et le mois suivant par le chômage. Alors que l'usine est théoriquement dans le cadre d'une réduction d'effectifs pour difficultés conjoncturelles, la moyenne des heures supplémentaires depuis janvier dépasse 10 000 heures par mois.

Et la direction vient d'annoncer aujourd'hui un nouveau projet. Les mois de juin et juillet sont très chargés. Pour y faire face, la direction propose de ne pas faire appel à l'intérim mais de rallonger les horaires, de ne pas payer les heures, de les mettre de côté et puis de les rendre pour la fin de l'année à la place d'un chômage éventuel.

C'est ça, la flexibilité, et ça rapporte à tous les bouts. Pre-

mièrement, au lieu d'embaucher, même temporairement, on fait travailler gratuitement le personnel, sacré bénéfice. Deuxièmement, cet argent prêté travaille. Enfin, et ce n'est pas le moins important, au lieu d'avoir à payer le chômage à 70 % aux ouvriers, ceux-ci se payent eux-mêmes leur chômage. Epatant, non ?

Le plus drôle, c'est qu'il s'est trouvé deux syndicats pour se dire intéressés : la CGC, au nom de la défense de l'entreprise, et FO qui a dit : « Il faut voir et discuter ». La CFDT et la CGT ont dénoncé le projet. Le tract de la CFDT qui informait de ce projet a créé une émotion et des réactions hostiles à la direction. Manifestement, le personnel n'est pas disposé à accepter ces projets et à se transformer grâce à cela en banquier du patron.

Correspondant LO

□ OCE-FRANCE

Non aux suppressions d'emplois

La société Océ-France, dont le siège est à Montreuil, est spécialiste de la reprographie et de la bureautique. Elle emploie 1 000 salariés répartis dans toute la France. Mais Océ-France n'est que la filiale française d'une multinationale néerlandaise de 10 000 salariés. Bien que les bénéficiaires de l'ensemble du groupe se soient accrus en 1984 de 25 %, qu'au sein d'Océ-France le chiffre d'affaires soit en hausse de 11 % et le profit de 39 % par rapport à 1984, la filiale française prévoit néanmoins 96 suppressions d'emplois. Et sur ces 96 suppressions, il devrait y avoir, après passage au filtre du plan social, entre 30 et 50 licenciements.

La société est disposée à dépenser 9 millions de francs pour mettre des travailleurs au

chômage, alors que le groupe est loin d'être touché par la crise. A Montrouge (92), Océ-France projette le démantèlement d'un service de 33 salariés pour réaliser une économie de 2 millions de francs.

En période de crise les capitalistes, qu'ils soient ou non touchés par celle-ci, grappillent de tous les côtés, quitte à mettre des gens sur le pavé. Tous les prétextes sont bons pour faire rentrer l'argent dans leurs caisses. Cette restructuration se traduira par un accroissement de travail pour ceux qui restent.

A Océ-France, un certain nombre d'entre nous sont décidés à ne pas se laisser faire. La lutte s'annonce dure, mais nous avons bon espoir de faire reculer la société Océ.

Correspondant LO

□ Ateliers SNCF d'Achères

(Région Paris-St-Lazare)

Le compte n'est pas bon !

Les ateliers du dépôt d'Achères entretiennent des locomotives de banlieue et des automotrices Z 6300. La direction SNCF trouve plus « simple » de faire entretenir les Z 6300 aux ateliers de Levallois à partir de juin 1986. Cela se traduira par la suppression de onze postes de cheminots à Achères, que l'on

avait pensé voir créer à Levallois.

En fait, selon les prévisions de la direction, c'est seulement trois postes qui seront créés à Levallois.

Voilà comment, petit morceau par petit morceau, direction SNCF et gouvernement veulent supprimer 30 000 emplois dans les quatre ans à venir.

□ CLECIM (Saint-Chamond)

Le secret judiciaire contre la sécurité du personnel

Le 27 novembre 1984, à 18 heures, une femme de ménage était retrouvée morte, coincée par la cabine d'un des deux ascenseurs du « building » de CLECIM.

Une double enquête commença pour déterminer les causes de cet accident mortel. D'un côté, celle de la justice et des experts désignés par le juge d'instruction, de l'autre le CHS de l'entreprise avec les ingénieurs-conseils de la CRAM. Et au milieu la société d'ascenseurs « Soretex », pour qui l'affaire était un sale coup sur le plan commercial.

Les résultats des expertises ne furent communiqués ni aux délégués CHS, ni à la CRAM, ni à la direction de CLECIM, sous prétexte qu'ils étaient couverts par le secret de l'instruction. Le CHS n'eut que de vagues explications pour se faire une idée. Aussi les délégués ne furent pas d'accord pour remettre les ascenseurs en marche, après que les modifications préconisées par les experts eurent été effectuées, puisque la cause de l'accident mortel n'avait, officiellement, pas été trouvée. Les experts avaient donné le feu vert sans même avoir véri-

fié si les modifications étaient conformes à leurs directives. La société d'ascenseurs, qui était pressée d'en finir avec cette histoire, annonça que tout était prêt à la direction de CLECIM. Celle-ci, qui était très pressée de voir fonctionner ses ascenseurs, se contenta des assurances des experts et de la société d'ascenseurs, et fit peu de cas des remarques du CHS.

Le 26 mars, un des directeurs de CLECIM, qui sortait de l'ascenseur, au niveau du rez-de-chaussée, vit la cabine démarrer brusquement, toutes portes ouvertes. Seul le bon réflexe qu'il eut de se jeter en arrière l'empêcha de subir un sort probablement identique à celui de la femme de ménage. La cabine termina sa course folle, en butée, au cinquième étage.

Les dépanneurs retrouvèrent le frein en position ouverte. Au démontage, on vit que le noyau de la bobine de ce frein s'était grippé en coulisant dans une bague en bronze. Cette bague avait été rajoutée à la demande des experts pour empêcher le grippage constaté après l'accident mortel. Mais le CHS

n'avait pas eu connaissance de cette demande de modification !

Et de fait, entre l'intervention des experts et l'incident du 26 mars, personne n'avait effectué un suivi des axes de frein : ni les experts, ni Soretex, ni la direction de CLECIM non plus.

Il a fallu ce nouvel incident du 26 mars, qui tomba sur une huile de la direction, pour que la politique du secret se lézarde un peu. Cette politique du secret, prétextée par le secret de l'instruction, laisse en fait la sécurité des utilisateurs des ascenseurs dépendre des tractations qui se déroulent entre les experts et la société d'ascenseurs.

Il a fallu cet incident pour qu'une nouvelle modification soit faite, introduisant une sécurité supplémentaire.

Cette affaire, digne du scénario d'un mauvais film, a laissé des traces. La confiance en ces ascenseurs, malgré toutes les assurances que peuvent donner les experts, la société d'ascenseurs et la direction de CLECIM, est fortement entamée et il n'est pas étonnant que certains préfèrent prendre les escaliers...

Correspondant LO

□ HÔPITAL-SUD (Bordeaux)

Les infirmières sauvages

A l'hôpital cardiologique, beaucoup d'infirmières en ont ras-le-bol : déplacées d'un service à l'autre pour boucher les trous, jamais remplacées, nous avons décidé de nous réunir pour envisager la réaction. En trois réunions, 28 infirmières de différents services ont décidé d'un tract intitulé : « Mais où sont passés nos potes ? ». Ce tract a été abondamment déchiré par nos chères surveillantes ! Lors de la troisième réunion, nous avons fait une pétition que nous allons faire signer partout et que nous porterons à la direction en délégation.

Dans cette pétition, nous demandons à la direction de prendre position sur le manque de personnel.

La seule réaction de la direction, pour l'instant, a consisté en une note de service interdisant aux infirmières d'assister à

ces réunions « sauvages » sur le temps de travail. Non seulement cette note nous a fait une excellente publicité, et, en plus, le mot « sauvage » a été du plus bel effet : on entendait des « you-you » dans les services le lendemain !

Autre tentative d'intimidation de la direction : convoquer une camarade dans les bureaux soi-disant pour des problèmes personnels. Quant aux surveillantes, ça doit les stimuler, car elles n'ont elles aussi jamais fait autant de réunions avec la direction. Et dans les services, elles se font toutes mielleuses.

Voilà un petit mouvement qui semble beaucoup inquiéter tous ces messieurs-dames : où va-t-on si nos bonnes infirmières, si dévouées, se mettent soudain à s'occuper de ce qui les regarde !

Correspondant LO

BELFORT

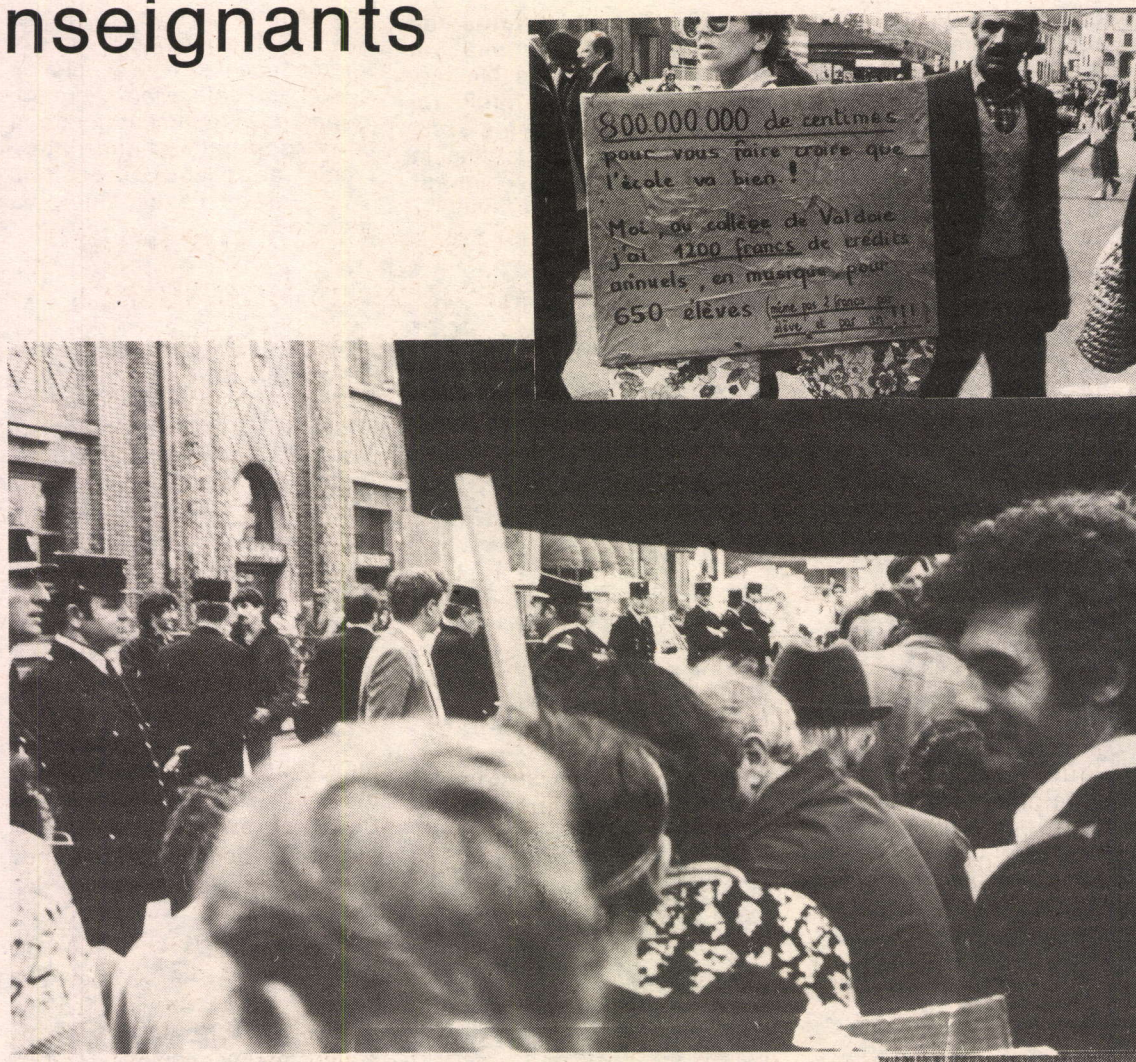
Chevènement et son train contestés par les enseignants

Depuis plusieurs semaines, un train-forum mis en route par le ministère de l'Education nationale sillonne les académies, arborant sur ses wagons « Vive l'école », opération publicitaire pour Chevènement.

Le 17 mai, ce train stationnait en gare de Belfort où Chevènement est maire. Beaucoup d'enseignants ont voulu en profiter pour manifester leur hostilité à la politique de Chevènement. Austérité qui se traduit par 17 fermetures de classes primaires dans le Territoire de Belfort surtout dans les quartiers populaires, réformes rétrogrades des programmes d'enseignement, renforcement de l'autoritarisme des inspecteurs. Une grève a été lancée par la CFDT, FO, deux tendances de la FEN, l'Ecole Emancipée et Unité et Action (proche du Parti Communiste), et le collectif des 100 (regroupement d'enseignants luttant contre l'inspection). Bien que

les syndicats majoritaires de la FEN n'aient pas appelé pour ne pas gêner le ministre, cette grève a été bien suivie, surtout dans les écoles primaires, où il y a eu près de 40 % de grévistes. Le matin, devant la gare, une manifestation a regroupé environ 200 personnes, mais un important dispositif policier empêchait l'accès au train-forum, et quand les manifestants ont tenté de franchir les barrières, c'est avec des gaz lacrymogènes qu'ils ont été repoussés. Le soir, au moment où Chevènement participait à un débat dans le train avec Edgar Faure, une autre manifestation à laquelle s'étaient joints des enseignants du pays de Montbéliard a regroupé 400 personnes. Le ministre ne s'est pas montré. Il était arrivé par une petite porte, mais les policiers étaient toujours aussi nombreux.

Correspondant LO



Chevènement... comme il respire. Les enseignants de Belfort manifestent pour le dire.

« Le pays où rêvent les fourmis vertes » de Werner Herzog

Le pays où rêvent les fourmis vertes a servi de scénario au film du même nom qui est sorti sur les écrans cet hiver.

C'est l'histoire d'un conflit qui oppose quelques aborigènes, parmi les derniers d'Australie, à une société minière, venue sonder le sol à l'endroit où, eux, les aborigènes, croient que rêvent les fourmis vertes qui ont donné naissance à leur peuple.

Ils ont enfoncé dans le sol des tableaux de bois où ils pensent être prouvés que les fourmis vertes leur ont donné l'ordre de garder le pays. Et ils le gardent, et gardent en même temps un hélicoptère vert qu'ils révèrent comme une incarnation

de fourmi. Ils ont leurs croyances et les défendent. Les aborigènes croient aux fourmis.

Mais en face, les Blancs, eux, croient au profit. Ils ont leurs relevés topographiques, qui disent que le sol renferme telle ou telle richesse, en vertu de quoi ils veulent transformer le désert en une véritable termitière de mines. Et grâce à cela, ils prétendent civiliser le pays, c'est-à-dire édifier des cités, des supermarchés, où s'entasseront sous le soleil du désert des milliers de Blancs qui passeront leur temps à aller du bureau, de l'usine, à leur petite case en béton. Contre les aborigènes et leurs tables des lois des fourmis,

c'est finalement la société minière qui obtient gain de cause, grâce au jugement de magistrats, emperruqués comme au XVIII^e siècle, brandissant un acte établi il y a 200 ans par la couronne d'Angleterre...

En mettant face à face les aborigènes et les Blancs, Herzog dépeint un monde traditionnel bouleversé, déformé, détruit par la prétendue civilisation. Dans l'affrontement entre les deux communautés, les plus « sauvages » et les moins humains sont encore les Blancs et leur système.

Nelly MEYER

Le pays où rêvent les fourmis vertes de Werner Herzog. Editions POL. 105 pages. 65 F.



Sélection télé

Samedi 25 mai

20 h 05. FR3. Disney Channel. Pour le plaisir de revoir les dessins animés de Walt Disney et de pénétrer dans les coulisses de la maison Disney. Avec en prime un épisode des aventures de Zorro !

20 h 40. TF1. Téléfilm de série noire : Pas de vieux os. Un boxeur refuse les combats truqués et affronte les tueurs des organisateurs de matches.

22 h 15. A2. Les enfants du rock, centré sur le chanteur américain Prince.

22 h 15. TF1. L'émission Droit de réponse de Michel Polac est consacrée aux inventeurs français.

Dimanche 26 mai

19 h. TF1. Sept sur Sept : Daniel Cohn-Bendit, l'ancien dirigeant étudiant de mai 1968, est l'invité d'Anne Sinclair.



20 h 35. TF1. La main au collet, un film d'Alfred Hitchcock de 1955 avec Cary Grant et Grace Kelly. Une comédie autour d'un vol de bijoux.



21 h 35. A2. Tout est vrai. Cette émission de la télévision britannique présente de manière attractive différentes utilisations de la vidéo.

22 h 30. FR3. Cinéma de Minuit : An american romance, un film de King Vidor de 1944. Une vision en rose de l'ascension sociale d'un immigré aux Etats-Unis d'abord mineur, puis ouvrier, contremaître et finalement patron de choc.

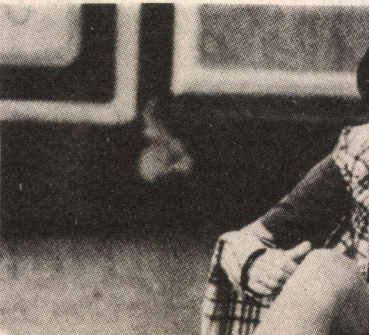
Lundi 27 mai

20 h 35. TF1. L'aventure du futur présente Comme un homme libre, film de Michael Mann (1979). En Californie, un prisonnier s'entraîne inlassablement à la course dans la cour de la prison. Le film est suivi d'un débat... sur le sport.



20 h 35. A2. Théâtre : Angelo, tyran de Padoue, drame de Victor Hugo évoquant un épisode de l'histoire de cette ville italienne en 1549, et interprété par la Compagnie Renaud-Barrault.

20 h 35. FR3. Elle court, elle court la banlieue, film de



Gérard Pirès (1973) avec Marthe Keller, Jacques Higelin, Victor Lanoux, Miou-Miou, Coluche. Métro, boulot, dodo, est un film très drôle, sympathique et chaleureux sur la banlieue triste.

Mardi 28 mai

20 h 35. TF1. Nul n'est parfait, téléfilm réalisé par Claude Chabrol avec Michel Duchaussoy et Caroline Cellier. Ils forment un couple modèle... à ceci près que chaque matin, entre le moment où il se lève et celui où il boit son café, Pierre, le mari, s'insurge violemment contre la vie conjugale, l'engrenage social dans lequel il est pris et... tente d'assassiner sa femme !

20 h 35. A2. Obsession, film américain de Brian de Palma (1976). Un suspense à la Nouvelle-Orléans avec kidnapping et rançon, le tout se terminant très mal.

20 h 35. FR3. Elena et les hommes. Un film de Jean Renoir de 1956 avec Ingrid Bergman, Jean Marais, Mel Ferrer, Juliette Greco, Magali Noël. Le metteur en scène, fils du peintre Renoir, évoque l'époque de son père à travers l'histoire d'une princesse polonaise en exil à Paris à la fin du siècle dernier.



Mercredi 29 mai

20 h 35. A2. Le mécréant, téléfilm de Jean L'hôte. En 1914, un jeune instituteur, gagné aux idées révolutionnaires à l'Ecole normale, revient dans son village très catholique de Lorraine.

Jeudi 30 mai

20 h 35. TF1. L'An mil, téléfilm en trois parties consacré au Moyen Age. Direction historique : Georges Duby, spécialiste de cette époque. Première partie : Le voyage. Il s'agit de celui d'un chevalier parti reconquérir un des fiefs du Comte d'Aquitaine. Espérons que le réalisateur du film, Jean-Dominique de la Rochefoucauld, ne connaisse pas du Moyen Age que les chevaliers, comtes et autres châtelains...



20 h 35. A2. Film policier : Un flic, de Jean-Pierre Melville (1972), avec Alain Delon et Catherine Deneuve. Delon en bon flic, ça fait tout drôle...



20 h 35. FR3. Histoire d'un jour : Mai 68, troisième partie. Le départ de De Gaulle, le 27 avril 1969, à la suite de l'échec de son référendum avec des documents d'histoire et des témoignages de personnalités.



22 h 15. A2. Carte de presse : L'Amérique en cagoule. Une enquête de Claude Chelli sur le Ku-Klux-Klan.

Vendredi 31 mai

21 h 30. FR3. Sommes-nous tous des handicapés ? L'émission médicale aborde le problème des 30 000 personnes qui en France sont paralysées des membres, la plupart à la suite d'un accident.

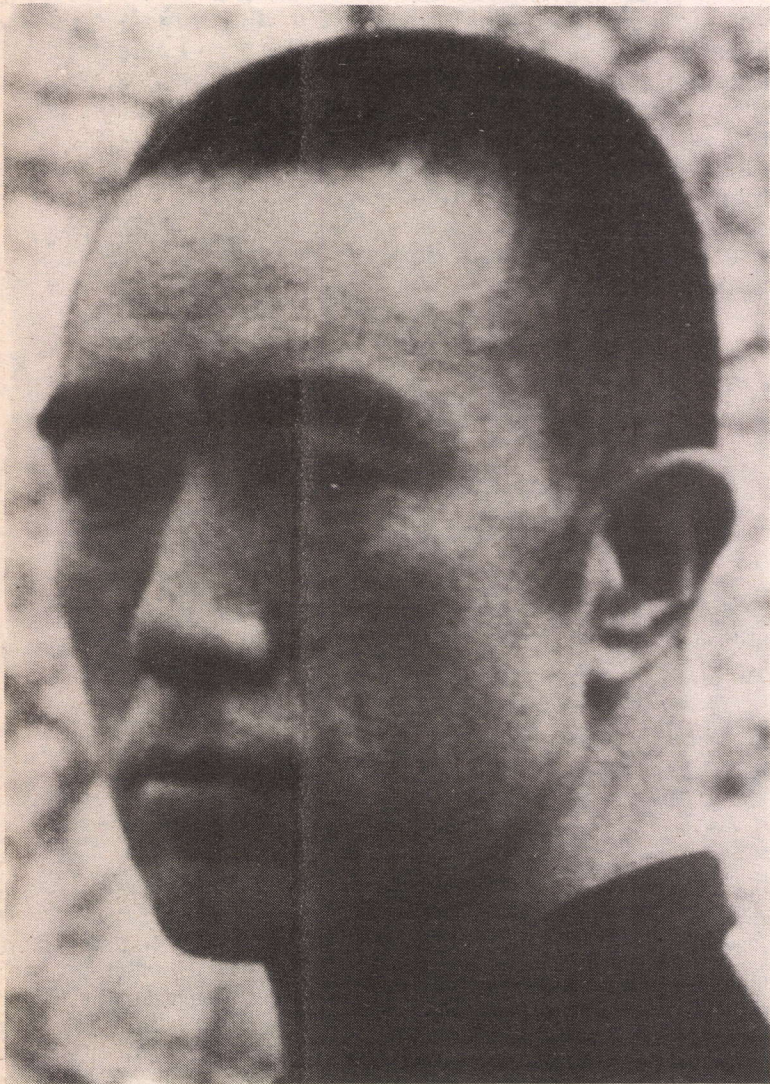
21 h 35. A2. Apostrophes : Le corps. Bernard Pivot reçoit entre autres invités, Jane Fonda et Léon Schwartzenberg.

23 h. A2. Ciné-club : troisième partie du film de Jean Rouch, Petit à petit. Après la découverte du macadam parisien, le retour en Afrique.



« Mishima »

DE PAUL SCHRADER



L'écrivain Mishima.

Le 25 novembre 1970, Yukio Mishima, écrivain japonais d'extrême-droite, se suicide de façon théâtrale à l'âge de quarante-cinq ans : après avoir harangué en vain les recrues d'une caserne qui l'accueillent par des bras d'honneur, il se fait hara-kiri avant d'être décapité par le chef de sa garde personnelle.

L'évocation de cette journée sert de fil conducteur au film. Elle est entrecoupée de scènes tirées de romans de Mishima ainsi que de retours en arrière sur sa vie montrant comment l'écrivain a fini, après avoir écrit ses phantasmes par les jouer d'abord au théâtre, ensuite dans la vie réelle. Et des phantasmes morbides,

Mishima n'en manquait pas : homosexualité, masochisme, culte de la violence, rêveries d'assassinats destinés à purger le Japon des politiciens corrompus afin de restaurer le culte de l'empereur, toutes ces élucubrations qui parcourent ses romans sont évoquées de façon plus ou moins compréhensible sur l'écran.

Le réalisateur américain Paul Schrader qui dit « *aimer tourner des films sur des personnages ou des choses que les autres jugent anormaux* », affirme avoir essayé « *de présenter son cas de façon amicale* ». Cela ne rend pas le personnage et le film plus sympathiques pour autant.

Pierre VERNANT

Sélection dans les salles parisiennes

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE.

de Medhi Charef.

Une certaine image de la vie dans une cité HLM et le récit d'une amitié à toute épreuve.

Gaumont Les Halles 1^{er}. Gaumont Richelieu 2^e. Studio de la Harpe 5^e. Danton 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. Français 9^e. 14 Juillet 11^e. Athéna 12^e. UGC Gobelins 13^e. Gaumont Sud 14^e. Montparnos 14^e. 14 Juillet 15^e. Images 18^e.



ANTARTICA.

de Koreyoshi Kurahara.

Les chiens d'une expédition scientifique luttent pour leur survie. Magnifiques images de l'Antarctique.

Paramount Marivaux 2^e.

LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e.

EIJANAIIKA.

de Shohei Imamura.

Une évocation des quartiers populaires du Japon du XIX^e siècle, du système féodal corrompu, et de la révolte de millions d'hommes et de femmes qui se reconnaissent alors dans le mot d'ordre « *Changer le monde* ».

Reffet Logos 5^e (vo). Olympic Entrepôt 14^e (vo).

AMADEUS

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel à la médiocrité sombre et jalouse. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleusement commentée par Mozart ou Salieri eux-mêmes, sublime.

Forum Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Impérial 2^e. Vendôme 2^e (vo). George V 8^e (vo). Escorial 13^e. Montparnos 14^e.

SOLDIER'S STORY.

de Norman Jewison.

L'enquête sur le meurtre d'un sergent noir dans l'armée américaine de 1944 révèle des réactions différentes des Noirs, face au racisme de la société.

Opéra Night 2^e. Marbeuf 8^e (vo).



EL NORTE.

de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide.

Cinoches 6^e (vo).



LA DIAGONALE DU FOU.

de Richard Dembo.

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas. Impérial 2^e. St-Germain Studio 5^e. 14 Juillet Parnasse 6^e. Elysées Lincoln 8^e.

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2^e.

KAOS

de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

14 Juillet 6^e (vo).



AU-DELÀ DES MURS.

d'Uri Barbash.

Dans une prison israélienne, des « droits communs » juifs et des prisonniers politiques palestiniens, que sépare un fossé de haine, finissent par fraterniser face à l'administration. Un tableau de la violence de la société israélienne, mais aussi un film d'espoir.

Rex 2^e. Gaité Rochecouart 9^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Espace Gaité 14^e (vo).

PARIS, TEXAS.

de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

Panthéon 5^e (vo). Marbeuf 8^e (vo). Cité Internationale 14^e (vo). Rialto Bananas 19^e (vo).

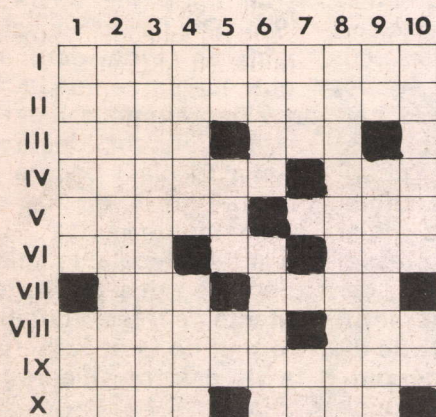
LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Danton 6^e. Maxeville 9^e. Biarritz 8^e. UGC Boulevards 9^e. Fauvette 13^e. Paramount Montparnos 14^e. Convention St-Charles 15^e.

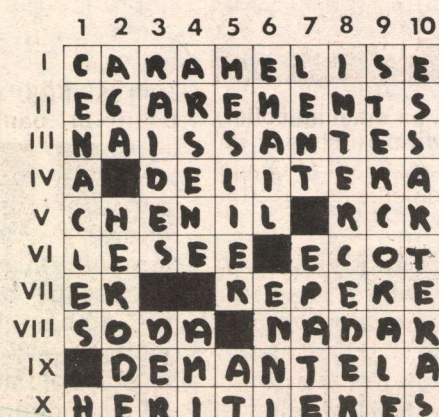
MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. De bonne tenue. II. Retour au calme après la tempête. III. Souvent précis. Attire les veaux. IV. Un colonisateur solitaire. Séparation. V. Qualifie certains gaz. Au levant. VI. Certains l'aiment chaud. Personnel. Vagabonde sans fin. VII. Elle est toujours très entourée. A perdu sa couleur. VIII. Il incite à se garer. Le gros fait courir trop de petits. IX. Irritation. X. Anneau. Certains.

VERTICALEMENT. — 1. S'épanouit à la chaleur. Ouverte. 2. Sur le billard. 3. Pas frelatées. 4. Serre de très près. Colonisée par l'Angleterre. 5. Préposition. Convoqué par le Roi. Chez une diva. 6. Insecte. Avec leur fil, pas question de coudre ! 7. Proche. Bougé. 8. Fabriqué par les éditeurs. 9. Phonétiquement : prénom. Rire au conditionnel. 10. Son coup est apprécié. Phonétiquement : apprécié par les tout petits.

Solution du problème précédent



Un recul pour gagner du temps

Pisani, sur lequel la droite et l'extrême-droite avaient concentré leurs attaques tant à Paris qu'à Nouméa, n'a donc pas reçu son billet de retour pour la Nouvelle-Calédonie. Certes il recueille en échange un portefeuille de ministre, mais il s'agit tout de même d'une reculade du gouvernement.

Cela annonce-t-il un

changement de sa politique en Nouvelle-Calédonie ? Le problème du gouvernement est que, jusqu'à présent, il n'est pas parvenu à faire appliquer sa politique. Le haut commissaire Pisani a finalement quitté le territoire alors que les cinq activistes d'extrême-droite qu'il avait décidé d'expulser y sont toujours.

Le haut fonctionnaire

nommé pour lui succéder a été choisi pour tenter de plaire à tout le monde. Ancien membre de la SFIO passé chez les gaullistes, il a fait sa carrière en Afrique lors de la mise en place de l'indépendance des anciennes colonies françaises. Mais ce n'est pas de la personnalité du négociateur que dépendra pour l'essentiel la suite des événe-

ments. Ceux-ci seront bien plus conditionnés par la situation sur le terrain et les échéances électorales en France. Le gouvernement cherche avant tout à durer jusqu'aux élections de 1986 en ne faisant si possible pas trop de vagues. C'est bien pourquoi le référendum en Nouvelle-Calédonie a été repoussé au-delà de cette date.

Sur ce terrain-là aussi, la politique du gouvernement face à la droite est d'adopter le profil le plus bas possible. Dans ce domaine, on commence à genoux, on se retrouve couché et on termine à plat ventre.

Pierre VERNANT

Une provocation contre les Kanaks

Ponérihouen, petite commune sur la côte Est de la Grande-Terre de Nouvelle-Calédonie, a été récemment le théâtre d'une des nombreuses provocations auxquelles se livre en permanence tout ce que le pays compte d'anti-indépendantistes, RPCR et autres grands colons ou petits Blancs de droite ou d'extrême-droite. Avec la complicité, quand ce n'est pas le soutien ouvert du gouvernement territorial de Dick Ukeiwé ainsi que ce fut le cas à Ponérihouen.

Là en effet, sous prétexte de « remise en état et de protection de la propriété » d'une famille de commerçants, le gouvernement territorial décidait lui-même, il y a maintenant quelque trois semaines, d'envoyer

sur la propriété une douzaine de chômeurs de Nouméa dont huit Wallisiens. Leur arrivée prenait d'autant plus l'allure d'une provocation délibérée que les chômeurs kanaks ne manquent pas dans cette commune de 2 000 habitants et que ces nouveaux venus étaient armés. « En fait de culture, ils font plutôt de la culture physique », devait déclarer le sous-préfet de la région.

En réponse à cette provocation, le vendredi 17 mai au matin, environ 80 Kanaks cernaient la propriété, renaient les huit Wallisiens en otage et saisissaient sur place 13 fusils. Quelques heures plus tard, les Kanaks brisaient les fusils devant les gendarmes envoyés contre eux et ren-

voyaient les Wallisiens d'où ils étaient venus.

Attiser les tensions entre les communautés de Nouvelle-Calédonie, dresser les Kanaks contre les Wallisiens en utilisant ces derniers pour mener à bien leur politique provocatrice, monter de toutes pièces des opérations qui creusent un fossé entre Blancs et Noirs, entre Wallisiens et Mélanésien, telle est l'entreprise criminelle dans laquelle sont engagés le gouvernement territorial et tous les anti-indépendantistes de Nouvelle-Calédonie. Mais cela n'empêche pas la droite française de continuer à hurler avec *Le Figaro* aux « pressions terroristes » qu'exercerait le FLNKS...

Lucienne PLAIN



Israël

L'échange de prisonniers est l'occasion d'une campagne démagogique pour la droite

L'échange de trois prisonniers israéliens contre 1 150 prisonniers arabes a provoqué des réactions extrêmement violentes en Israël même.

Cet échange qui devait, sans doute, dans l'esprit des gouvernants israéliens, flatter les sentiments chauvins de la population, puisque le gouvernement payait « le prix fort », plus de 300 prisonniers arabes pour un seul soldat juif, s'est finalement retourné contre ses promoteurs.

Pourtant ce n'était pas la première fois que ce type d'échange se produisait. Et celui du 20 mai dernier n'innovait même pas par le nombre des prisonniers échangés. En 1956, 1957, 1967 des échanges avaient été réalisés entre Israël et l'Egypte qui avaient porté sur plus de 5 000 prisonniers. Et ceux mis au point en 1983 avec le Fath palestinien avaient permis la libération de 4 500 Palestiniens.

Mais cette fois, les déma-

gogues de la droite et de l'extrême-droite israélienne se sont mis à crier : « Les meurtriers sont de nouveau parmi nous » ou encore « le gouvernement suscite des assassins », sous prétexte que le gouvernement israélien mettait en liberté de « dangereux terroristes » puisque plus de 380 détenus avaient été condamnés à perpétuité par les tribunaux israéliens.

Et en Cisjordanie, à Hébron, au moment où des centaines de détenus palestiniens libérés étaient accueillis par leurs familles en liesse, on a vu des colons d'extrême-droite tirer sur la foule et occuper le haut du pavé sous les regards « compréhensifs » des militaires israéliens. L'accès de plusieurs villages arabes des territoires occupés a été ainsi bloqué pendant plusieurs heures.

En fait depuis que la décision de se retirer du Liban a été prise, depuis qu'a ainsi été inaugurée une politique

de repli et de stabilisation dans le conflit qui oppose l'Etat d'Israël à ses voisins arabes, l'échange des prisonniers était dans la logique des choses.

Ce qui passe mal, ce n'est pas la libération des prisonniers israéliens. Sous un gouvernement de droite, ils auraient été fêtés en héros par ceux-là mêmes qui protestent si fort aujourd'hui.

Seulement le gouvernement israélien, un gouvernement de coalition, est présidé par un travailliste, Shimon Pérès, dont la majorité, qui plus est, est bien fragile. Et le problème est que ce gouvernement, même s'il ne mène pas une politique bien différente de celle de ses prédécesseurs, a une étiquette de gauche. Et il ne fallait pas que Pérès puisse se tailler un succès avec cette affaire. Alors la droite, à son habitude, en rajoute...

C.B.

Japon

Les sacrifiés du miracle

62 mineurs ont été tués et 24 autres blessés par un coup de grisou, vendredi 17 mai, dans une mine de charbon à Yubari dans l'île d'Hokkaido, dans le nord du Japon.

Nul doute que les représentants de la compagnie minière, la Mitsubishi Coal Mine Company, venus s'incliner et se confondre en excuses devant les cercueils, comme c'est la coutume, ont — comme tous les patrons de par le monde —, invoqué la fatalité.

Et pourtant, chacun savait l'accident à Yubari presque inéluctable. Au Japon, les puits de mine sont très profonds, l'explosion s'est produite à 900 mètres de fond, les risques de fuites y sont élevés car la roche contient des poches de méthane. Yubari était considérée comme une des mines les plus modernes. Or, la presse japonaise a fait état du mauvais fonctionnement des systèmes de sécurité et des installations de pompage. Et quelques jours avant l'explosion, une fuite de gaz avait été décelée dans ce même puits sans

que la compagnie s'en soucie. Envers et contre tout, l'exploitation de la mine devait continuer.

En mai 1979, une explosion de gaz avait déjà eu lieu dans la même mine, tuant 17 personnes et en blessant 12 autres. En octobre 1981, un accident similaire avait provoqué la mort de 93 mineurs, également dans une mine d'Hokkaido. Et le 24 avril dernier, 11 mineurs avaient trouvé la mort à la suite d'une explosion de gaz dans une mine proche de Nagasaki (dans le sud du Japon) et appartenant également à la compagnie Mitsubishi.

La mine tue encore en 1985. On l'a vu ici, à Forbach, en février dernier. La mine tue parce que la sécurité des hommes n'est pas le premier souci des exploitants. Et c'est encore plus vrai au pays du « miracle économique ». Car, c'est avant tout cela le miracle japonais : des profits exorbitants pour les capitalistes au prix de la sécurité et de la vie des travailleurs japonais.

A.M.